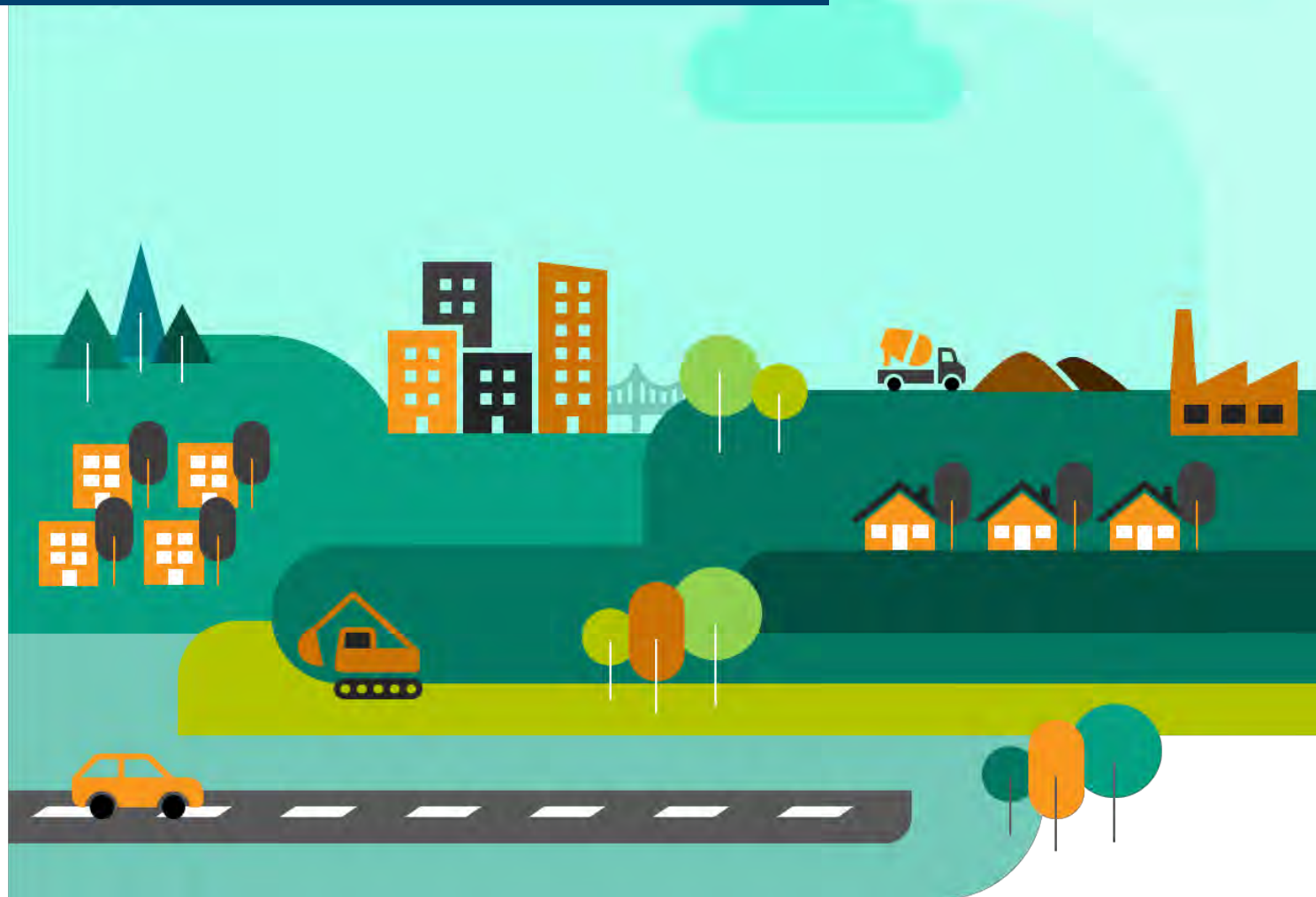


Provence-Alpes-Côte d'Azur

BIBLIOTHÈQUE D'ANALYSES CONJONCTURELLES FILIÈRE CONSTRUCTION



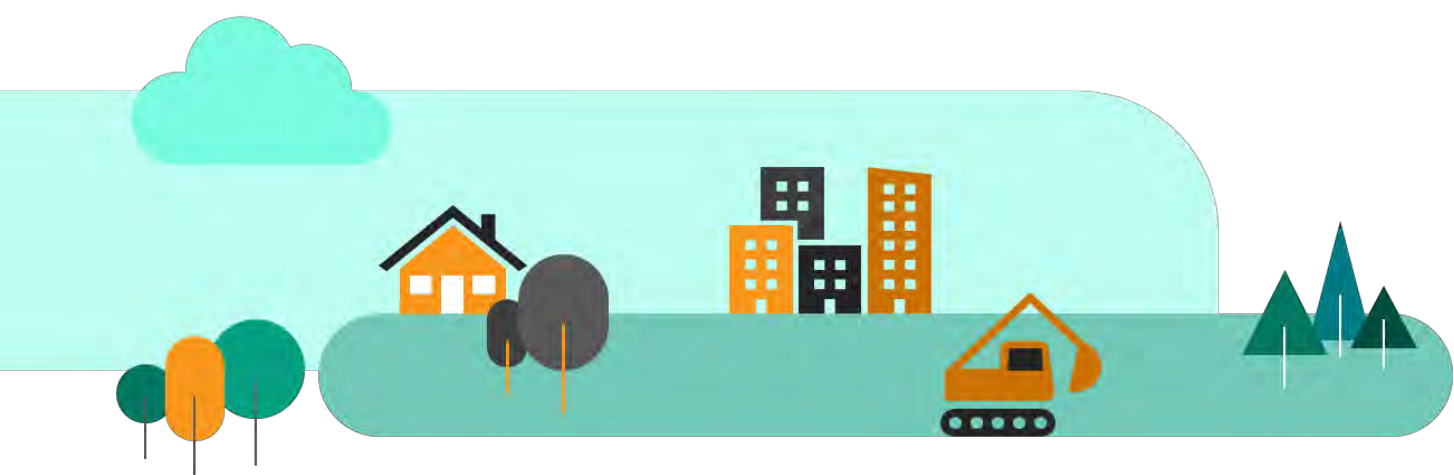
Édition du 13-10-2025

VISION D'ENSEMBLE

Provence-Alpes-Côte d'Azur

		Evol N-1	
Autorisations logements	27 100 logts	+3,0%	▲
Mises en chantier logements	20 400 logts	+1,5%	▲
Mise en ventes de logements	5 100 logts	+10,3%	▲
Réservations de logements	5 370 logts	-6,3%	▼
Autorisations locaux	2 644 mill. m²	+25,4%	▲
Mises en chantier locaux	1 266 mill. m²	+16,2%	▲
Activité du trimestre Entretien-Rénovation		-1,8%	▼
Activité du trimestre Travaux Publics		+4,8%	▲
Activité cumulée Travaux Publics		+2,4%	▲
BPE	2 885 630 m3	-7,1%	▼
Granulats	17 130 kt	-5,7%	▼
Nombre Appels Offre publiés	4 590 AO	-3,1%	▼
Montant Appels Offre publiés	7,2 Md€	-5,5%	▼
Salariés	117 671 sal.	-2,2%	▼
Intérimaires	13 133 ETP	-3,7%	▼
Dem. d'emplois	18 456 DEFM	+4,7%	▲
Défaillances	1 470 ent.	-3,4%	▼

- Autorisations et mises en chantier de logements au cours des 12 derniers mois à fin août 2025
- Autorisations et mises en chantier de locaux au cours des 12 derniers mois à fin août 2025
- Mises en vente et réservations de logements neufs au cours des 12 derniers mois à fin juin 2025
- Activité entretien-rénovation : évolution du chiffre d'affaires au 2e trim. 2025 comparé au 2e trim. 2024
- Activité Travaux Publics : évolution du chiffre d'affaires au 2e trim. 2025 comparé au 2e trim. 2024 en valeur
- Activité cumulée Travaux Publics : évolution du chiffre d'affaires cumulé depuis le début de l'année au 2e trim. 2025 comparé à un an plus tôt en valeur
- BPE : production brute de BPE des 12 derniers mois à fin juin 2025
- Granulats : production brute de granulats des 12 derniers mois à fin juin 2025
- Nombre et montants des appels d'offre travaux publiés au cours des 12 derniers mois à fin août 2025
- Salariés : effectifs salariés, en nombre de postes, à fin 2e trim. 2025
- Intérimaires : effectifs intérimaires employés dans la Construction, en ETP brut - moyenne 3 mois à fin juin 2025
- Dem. d'emplois : demandeurs d'emploi en fin de mois de catégorie A dans la Construction à fin 2e trim. 2025
- Défaillances : nombre de défaillances d'entreprises de la Construction cumulées sur 12 mois à fin 2e trim. 2025



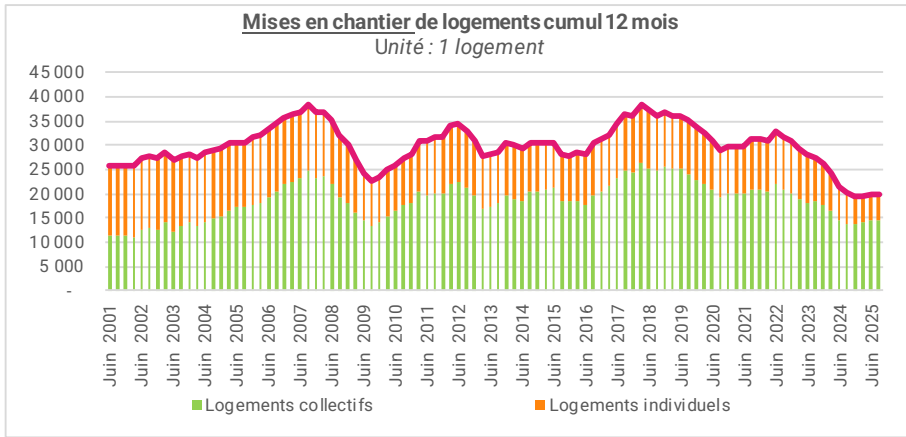
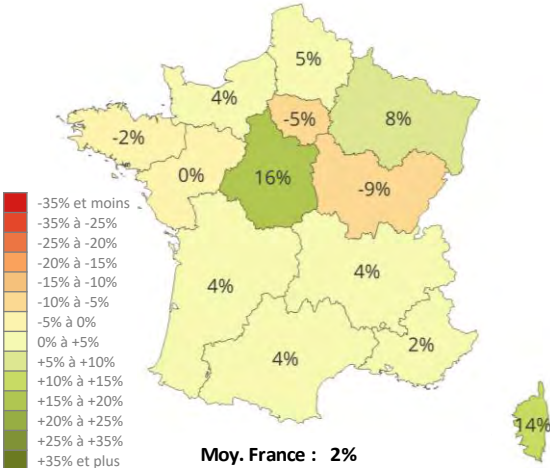
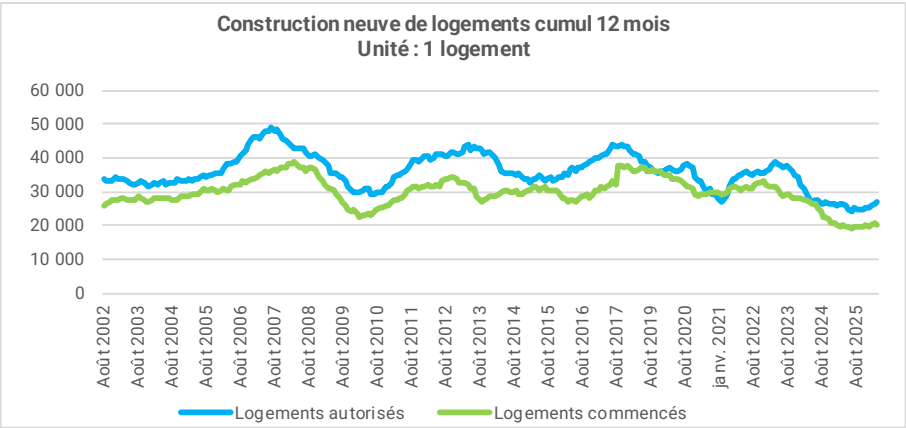


Construction de logements neufs

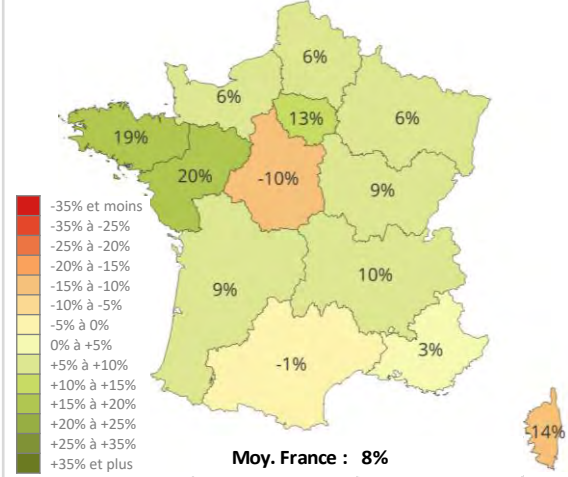
La construction neuve de logements (date réelle le estimée)	Cumul 12 mois à fin août 2025 Evol 1 an		
Total logements <u>commencés</u>	20 400 lgts	+1,5%	▲
Dont individuels purs	3 800 lgts	-7,2%	▼
Dont individuels groupés	1 900 lgts	-6,1%	▼
Dont collectifs (y compris résidences)	14 700 lgts	+5,2%	▲
Total logements <u>autorisés</u>	27 100 lgts	+3,0%	▲
Dont individuels purs	4 800 lgts	+3,2%	▲
Dont individuels groupés	2 700 lgts	+0,4%	=
Dont collectifs (y compris résidences)	19 600 lgts	+3,3%	▲



Logements commencés sur 12 mois glissants à fin août 2025
Évolution par rapport aux 12 mois précédents



Logements autorisés sur 12 mois glissants à fin août 2025
Évolution par rapport aux 12 mois précédents



Avertissement : Dans les tableaux, en raison des arrondis, des totaux peuvent légèrement différer de la somme des éléments qui les composent.

Du fait d'une collecte de données plus parcellaire sur les mises en chantier, ces données sont davantage sujet à caution.

Par ailleurs, le SDES indique avoir procédé à une importante révision pour les logements, en particulier pour les mises en chantier. En cause, une évolution de la méthodologie d'estimation, passant de "DR+" à "DR++". De fait, nos données historiques ont toutes été actualisées, entraînant de facto une baisse estimée de l'ordre de 10% du nombre de logements mis en chantier.

Les logements mis en chantier sont en hausse : + 1,5% en cumul 12 mois à fin août 2025 enregistrant 20 400 logements commencés. Cette hausse est principalement portée par les logements collectifs.

Cette tendance s'observe également du côté des autorisations avec 27 100 logements autorisés sur les 12 mois à fin août 2025, soit une hausse de +3% en un an. Les permis accordés pour des logements collectifs soutiennent le marché avec 19 600 logements autorisés.

Pour autant, la reprise se faisant à partir de niveaux extrêmement bas, que cela soit pour les mises ou chantier ou les autorisations, les volumes de logements démarrés ou autorisés même en hausse sur 12 mois glissants, restent bien en-deçà de ce qui était observé jusqu'en 2023.

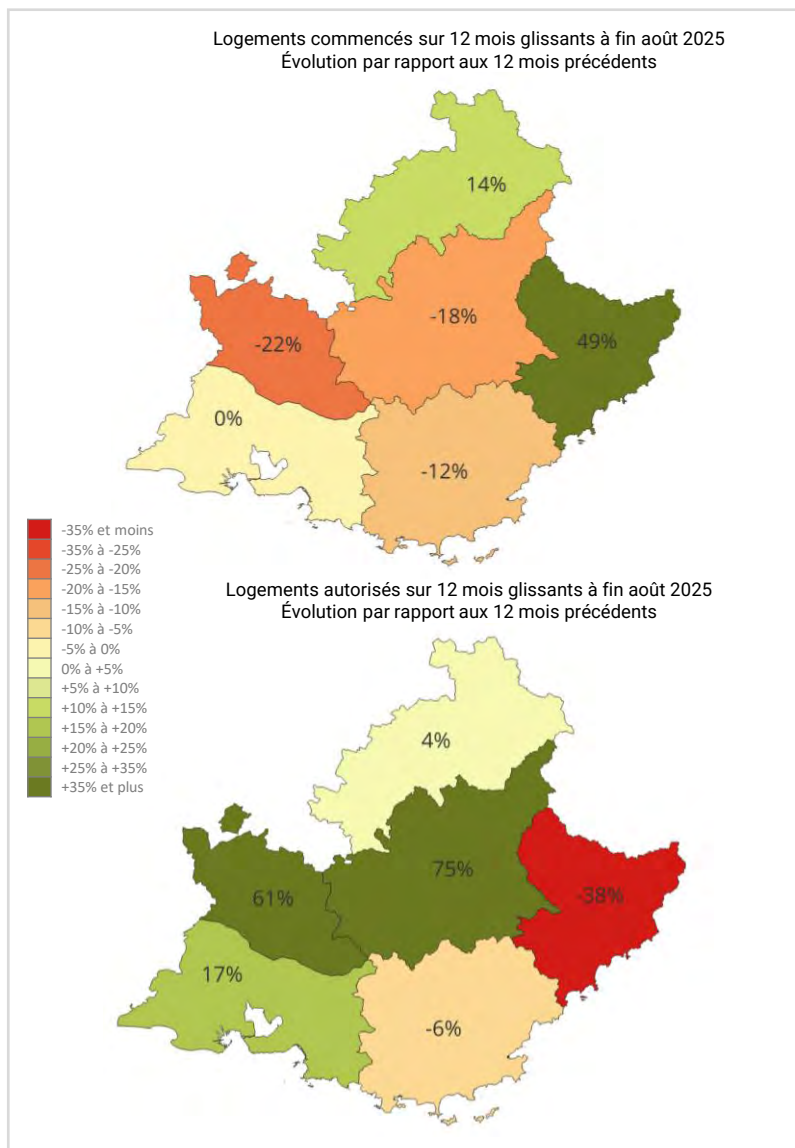
Sources :
SDES*, Sit@del2, Estimations

*Service des données et études statistiques





Construction de logements neufs



La reprise de la construction résidentielle neuve reste inégale selon les territoires. Tandis que les **Alpes-Maritimes** et les **Hautes-Alpes** affichent une nette progression, les départements des **Alpes-de-Haute-Provence**, du **Var** et du **Vaucluse** enregistrent encore des reculs marqués. Le département des **Bouches-du-Rhône** maintient une stabilité, illustrant une relance régionale à deux vitesses.

Les **Alpes-Maritimes** illustrent le contraste le plus marqué de la région : elles enregistrent la plus forte hausse des mises en chantier tout en subissant la baisse la plus prononcée des autorisations. Ce décalage traduit un essoufflement des projets à venir après une phase de rattrapage intense. A l'inverse, l'ouest et le centre de la région connaissent un net redressement des autorisations, soutenant une dynamique régionale globalement orientée à la reprise mais encore très hétérogène.

Note méthodologique : Le SDES, service de statistique publique qui nous fournit les données Sitadel, indique avoir procédé à une importante révision pour les logements, en particulier pour les mises en chantier. En cause, une évolution de la méthodologie d'estimation, passant de "DR+" à "DR++". De fait, nos données historiques ont toutes été actualisées, entraînant de facto une baisse estimée de l'ordre de 10% du nombre de logements mis en chantier

Sources :
SDES*, Sit@del2, Estimations

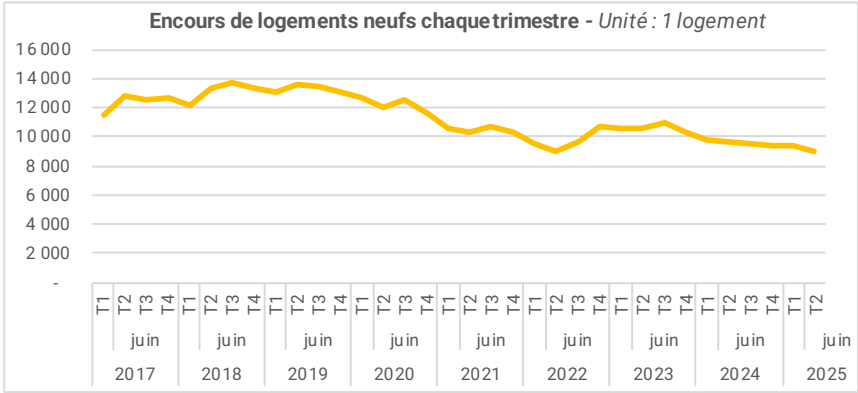
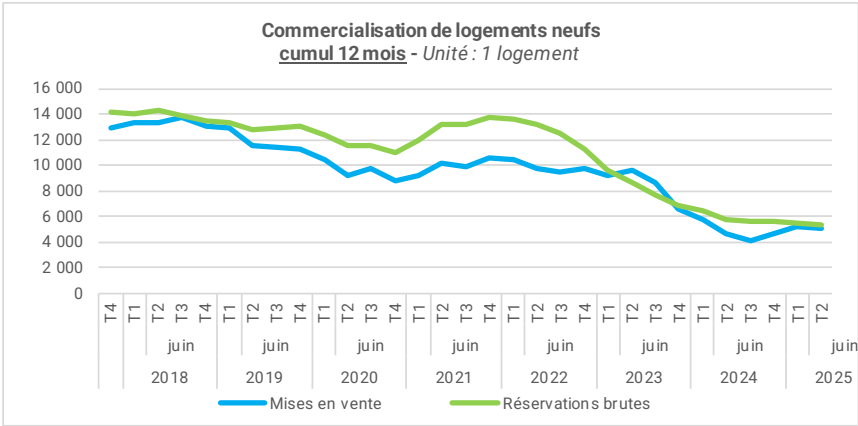
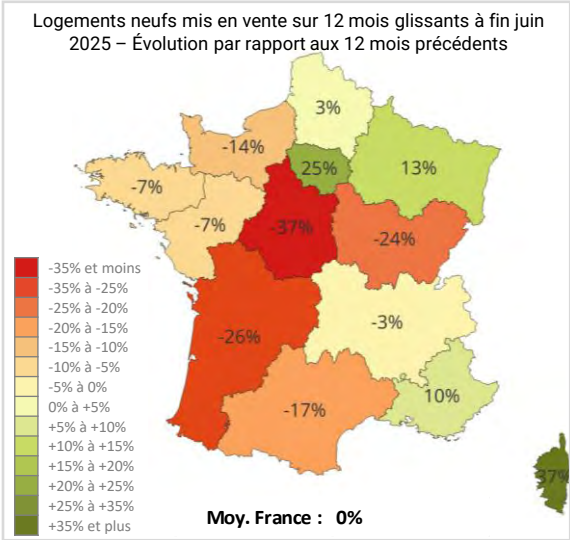
*Service des données et études statistiques





Commercialisation de logements neufs

La commercialisation de logements neufs aux particuliers	2° trimestre 2025 - Evol 1 an		
Commercialisation au cours des 4 derniers trimestres			
Mises en vente ⁽¹⁾	5 100 lgts	+10,3%	▲
Dont collectifs	4 890 lgts	+14,1%	▲
Dont individuels	210 lgts	-37,7%	▼
Réservations	5 370 lgts	-6,3%	▼
Dont collectifs	5 080 lgts	-6,1%	▼
Dont individuels	290 lgts	-9,0%	▼
Vente en bloc	6 721 lgts	+6,2%	▲



Avertissement : L'enquête ECLN couvre les permis de 5 logements et plus destinés à la vente aux particuliers

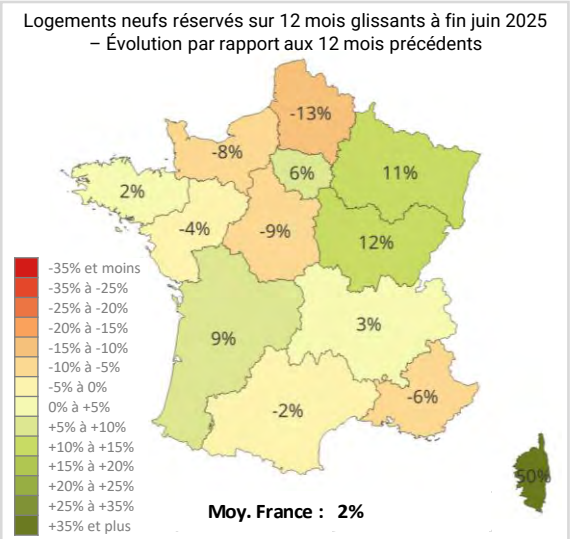
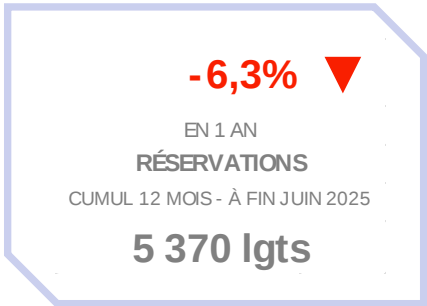
Mises en vente : nouveaux logements proposés à la commercialisation au cours du trimestre

Réservations : réservations à la vente avec dépôts d'arrhes

Stock disponible : logements proposés à la vente non encore réservés

Au cours de 12 derniers mois, le volume de logements commercialisés repart à la hausse, porté principalement par le segment collectif (+10,3% au global). Une tendance haussière jamais observée depuis le 1^{er} trimestre 2022, signe d'une confiance qui s'améliore, même si on reste loin des volumes commercialisés jusqu'en 2022. De fait, cette hausse des mises en vente peut s'expliquer par le lancement de projets dans les cartons depuis longtemps et qui étaient sur pause face au contexte économique dégradé. D'ailleurs, durant cette période, les promoteurs ont préféré réduire leurs encours avant de lancer de nouveaux programmes.

Malgré cette hausse des mises en vente, les réservations continuent de ralentir : à fin juin, sur 12 mois, on enregistrait 5 370 réservations, soit un volume encore en baisse de -6,3% en un an. La vente en bloc vient quelque peu soulager les promoteurs : ces dernières, qui ont progressé de +6,2% en un an, représentent plus de la moitié des réservations enregistrées ces 4 derniers trimestres (56%).

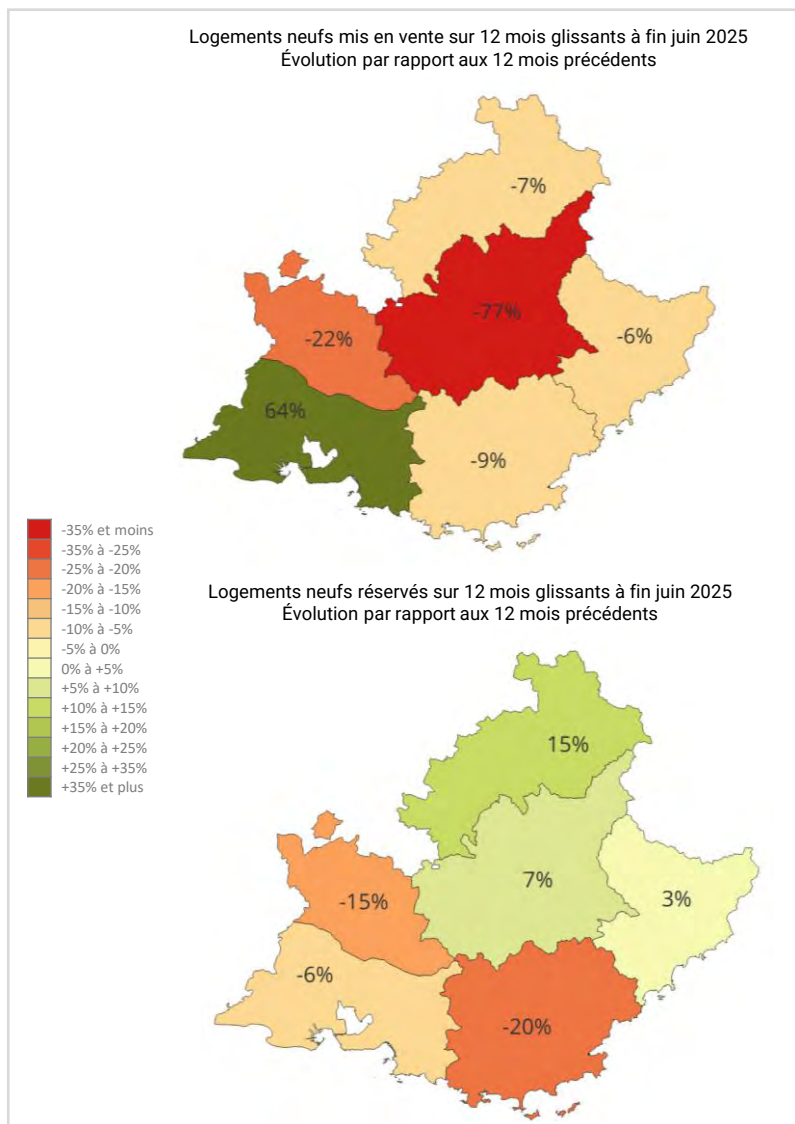


Sources :
SDES*, ECLN (données brutes)

*Service des données et études statistiques



Commercialisation de logements neufs



Le marché semble redémarrer dans les **Bouches-du-Rhône**, qui pèsent la moitié de l'activité régionale : à fin juin 2025 en cumul sur les douze derniers mois, le département a enregistré une hausse de +64% des mises en vente avec 2 250 nouveaux logements. Toutefois, le niveau de comparaison est tellement bas qu'on reste encore loin du niveau de longue période (-40%). D'ailleurs, malgré cette hausse des commercialisations, les réservations ne décollent toujours pas : seulement 2 000 logements ont été réservés, soit -6% sur un an et -59% comparé à la moyenne longue période.

Les **Alpes-de-Haute-Provence** comptent 40 logements commercialisés à fin juin 2025 en cumul 12 mois ; c'est une chute drastique sur 12 mois, mais les commercialisations ont été extrêmement dynamiques post-Covid. Les promoteurs possèdent ainsi un très grand stock de logements neufs disponibles à la vente. Si les réservations semblent repartir dans le département (+7% en un an), c'est donc dans le stock disponible depuis de nombreuses années que se font ces ventes, et non dans de nouveaux programmes.

Même tendance, à intensité moindre, dans le département des **Hautes-Alpes**, qui enregistre une baisse de -7% des mises en vente (300 logements) et une augmentation de +15% des réservations (310 logements), du fait des nombreux lancements de programmes ayant eu lieu post-Covid (même si les réservations restent inférieures de -17% à la moyenne des 7 dernières années).

Mêmes chiffres, mais pas la même cause, dans les **Alpes-Maritimes**, qui voient leurs mises en vente baisser de -6% en un an avec 1 190 logements, un volume qui reste inférieur de -48% au volume moyen des sept années précédentes. Dans ce département, les lancements de programmes neufs ont du mal à redémarrer depuis la crise Covid. Malgré un stock qui s'amenuise de plus en plus, les réservations progressent légèrement, à environ 1 570 logements, soit +3% sur un an. Mais la période de comparaison était tellement basse qu'on reste loin des volumes de référence : -41% comparé à la moyenne longue période.

En **Vaucluse**, le marché du logement neuf est toujours en panne sèche : à peine 220 logements commercialisés, soit une chute de -22% en un an et en retrait de -67% par rapport à la moyenne des sept dernières années, et tout juste 300 réservations, soit -15% en un an et moitié moins que sur l'historique.

Même dynamique dans le **Var**, qui observe une chute de -9% des commercialisations à fin juin 2025 en cumul 12 mois (1 090 nouveaux logements), soit -57% comparé aux sept dernières années, et un recul de -20% des réservations sur la même période, soit -5% sur la période longue.

Note méthodologique : Le SDES, service de statistique publique qui nous fournit les données Sitadel, indique avoir procédé à une importante révision pour les logements, en particulier pour les mises en chantier. En cause, une évolution de la méthodologie d'estimation, passant de "DR+" à "DR++". De fait, nos données historiques ont toutes été actualisées, entraînant de facto une baisse estimée de l'ordre de 10% du nombre de logements mis en chantier

Sources :
SDES*, ECLN (données brutes)

*Service des données et études statistiques

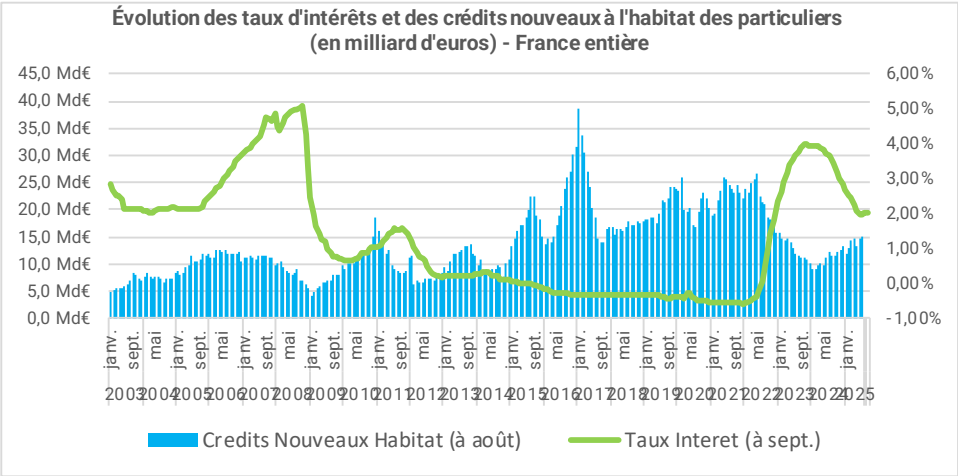




Crédits à l’habitat et prêts à taux zéro

Crédits à l'habitat			
Crédits nouveaux à l'habitat (M€)	43 600 M€	+24,6%	▲
Cumul 3 mois (évol. 1 an) (à fin août 2025)			
Taux d'intérêt (évol. 1 mois) (à fin sept. 2025)	2,027%	0,01 pt	=

Les statistiques concernant les crédits à l'habitat incluent les prêts aidés et les renégociations de contrats.



La santé du logement neuf se mesure également avec le nombre de crédits accordés pour l'acquisition de logements ; de fait, à fin août 2025 et sur l'ensemble du pays, 43,6 Md€ de crédits nouveaux (tous achats immobiliers confondus) ont été délivrés aux particuliers par les banques françaises, en progression de +24,6% en un an. La valeur des crédits nouveaux à l'habitat enregistrés par la Banque de France repart à la hausse depuis le creux de 2023-2024, signe d’une conjoncture qui s’améliore.

La stabilisation des taux d'intérêts traduit un retour progressif à la normal après plusieurs années de forte volatilité. Cette normalisation a favorisé une reprise de la demande de crédits : à fin septembre 2025, le taux moyen sur le marché concurrentiel pour des prêts immobiliers s’affichait à 2,027%, et reste stable sur un mois.

Prêts à 0% PTZ+	1 ^{er} trimestre 2025 - Evol 1 an		
Dans le neuf			
Nombre de prêts délivrés	242	-45,0%	▼
Nombre de prêts délivrés cumul 4 trim	1 638	-36,1%	▼
Dans l'ancien			
Nombre de prêts délivrés	19	-47,2%	▼
Nombre de prêts délivrés cumul 4 trim	217	+29,9%	▲

Le prêt à taux zéro est un dispositif de soutien à l'accession à la propriété des ménages dont les ressources ne dépassent pas les plafonds en vigueur. Un prêt à taux zéro peut être accordé pour l'acquisition d'un logement ancien à réhabiliter en zone détendue avec gain énergétique, l'acquisition ou la construction d'un logement neuf (appartement ou maison) sur tout le territoire, l'acquisition d'un logement social vendu par le bailleur à son occupant, l'acquisition d'un logement réalisée dans le cadre d'un contrat de location-accession, l'acquisition de droits réels immobiliers dans le cadre d'un bail réel solidaire, l'acquisition d'un logement dans le cadre d'un contrat d'accession à la propriété avec un taux réduit de TVA ou encore la transformation d'un local existant en logement.

En lien avec le fort recul des commercialisations de logements neufs, les prêts à taux zéro délivrés dans la région pour l'acquisition de logements neufs ont régressé de -36,1% sur un an (à fin mars 2025).

En revanche, les prêts à taux zéro pour l'acquisition de logements anciens ont progressé dans la région sur la période (+29,9%), signe d'une détente qui s’amorce sur le marché immobilier avec un probable redémarrage des transactions dans l'ancien.

+24,6%▲

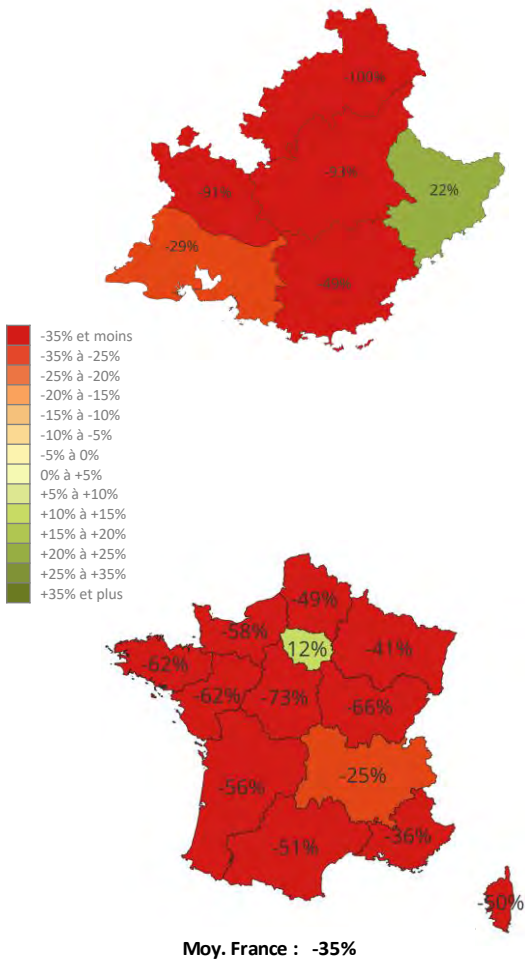
EN 1 AN
CRÉDITS NOUVEAUX À
L'HABITAT – FRANCE
CUMUL 3 MOIS - À FIN AOÛT 2025
43 600 M€

Source :
Banque de France

-36,1%▼

EN 1 AN
PRETS A 0% PTZ+ DISTRIBUÉS
DANS LE NEUF
CUMUL 4 TRIM. - À FIN MARS 2025
1 638 prêts

PTZ+ distribués dans le neuf sur les 12 derniers mois à fin mars 2025 – Évolution par rapport aux 12 mois précédents



Source :
SGFGAS (données brutes)

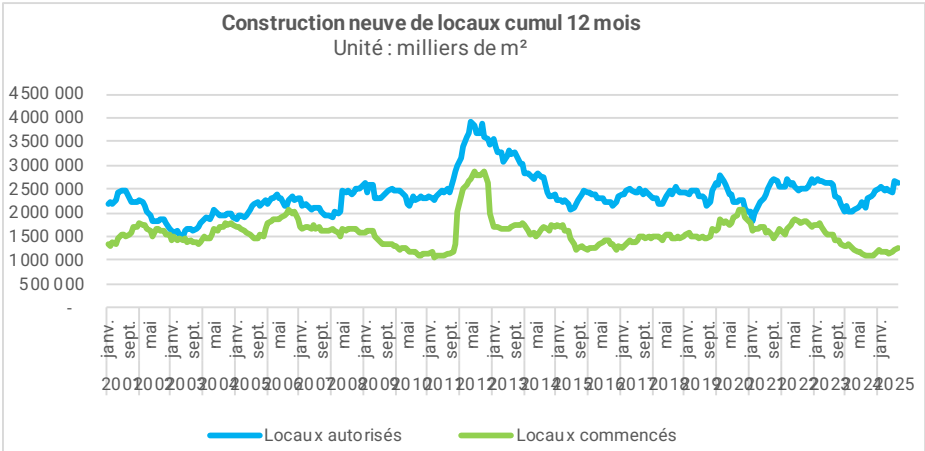




Construction de locaux neufs

Locaux mis en chantier (date de prise en compte)	Situation à fin août 2025 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total locaux commencés	1 266 mill. m²	+16,2%	▲
Bâtiments agricoles	340 mill. m²	+74,3%	▲
Secteur privé non agricole	712 mill. m²	+19,1%	▲
Dont locaux industriels	79 mill. m²	+41,5%	▲
Dont commerces	128 mill. m²	-9,3%	▼
Dont bureaux	138 mill. m²	+7,3%	▲
Dont entrepôts	242 mill. m²	+26,1%	▲
Dont autres locaux	126 mill. m²	+55,3%	▲
Secteur public	214 mill. m²	-27,7%	▼

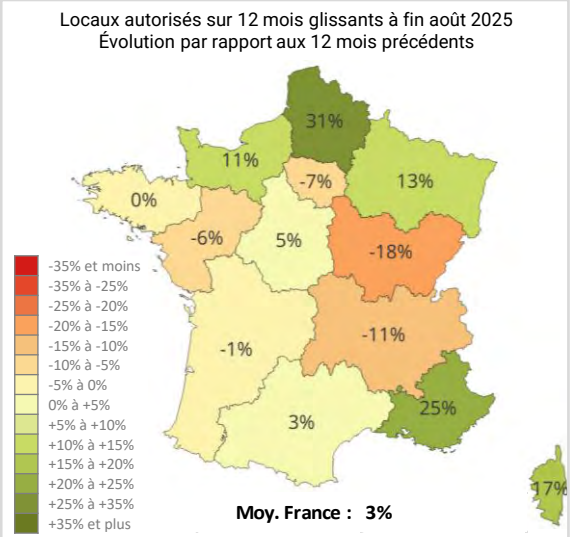
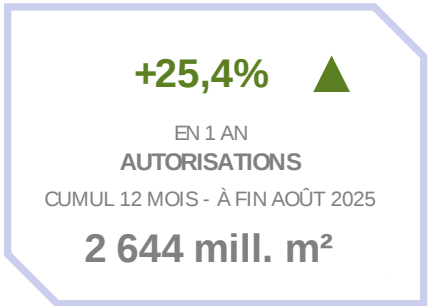
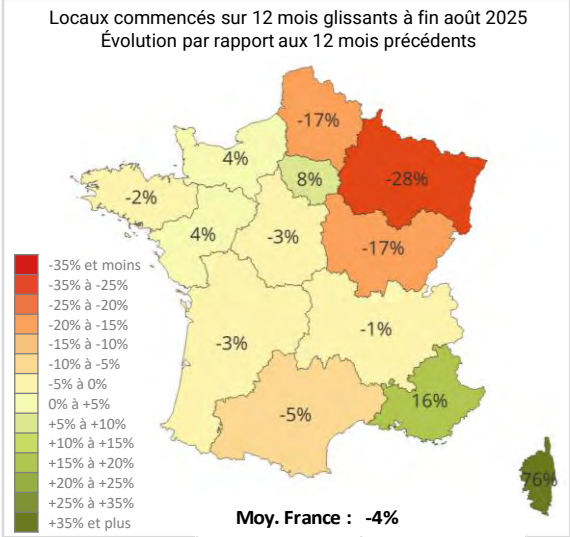
Locaux autorisés (date de prise en compte)	Situation à fin août 2025 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total locaux autorisés	2 644 mill. m²	+25,4%	▲
Bâtiments agricoles	563 mill. m²	-2,7%	▼
Secteur privé non agricole	1 658 mill. m²	+47,0%	▲
Dont locaux industriels	388 mill. m²	n.s.	
Dont commerces	265 mill. m²	+4,0%	▲
Dont bureaux	271 mill. m²	+0,3%	=
Dont entrepôts	559 mill. m²	+54,6%	▲
Dont autres locaux	174 mill. m²	+20,9%	▲
Secteur public	423 mill. m²	+5,3%	▲



Avertissement : Les statistiques de la construction neuve de locaux à usage autre qu'habitation restent pour l'heure publiées par le SDES en date de prise en compte (DPC). L'analyse de ces séries mérite donc beaucoup de précaution.

Le redémarrage de la construction s'observe également sur le segment non-résidentiel : en Provence-Alpes-Côte d'Azur, en cumul douze mois à fin août 2025, la surface de locaux neufs mis en chantier grimpe de +16,2% par rapport à un an plus tôt. Cette dynamique s'observe quasiment dans l'ensemble des secteurs, hormis le segment des commerces (-9,3%) ainsi que le secteur public (-22,7%). Le volume des mises en chantier reste cependant peu élevé au regard de l'historique, le rebond se faisant depuis un point historiquement bas.

Dans la même logique, les surfaces non-résidentielles autorisées sur les douze derniers mois (à fin août 2025) progressent de +25,4% dans la région par rapport aux douze mois précédents. Tous les segments d'activité affichent une hausse des permis autorisés hormis les bâtiments agricoles.

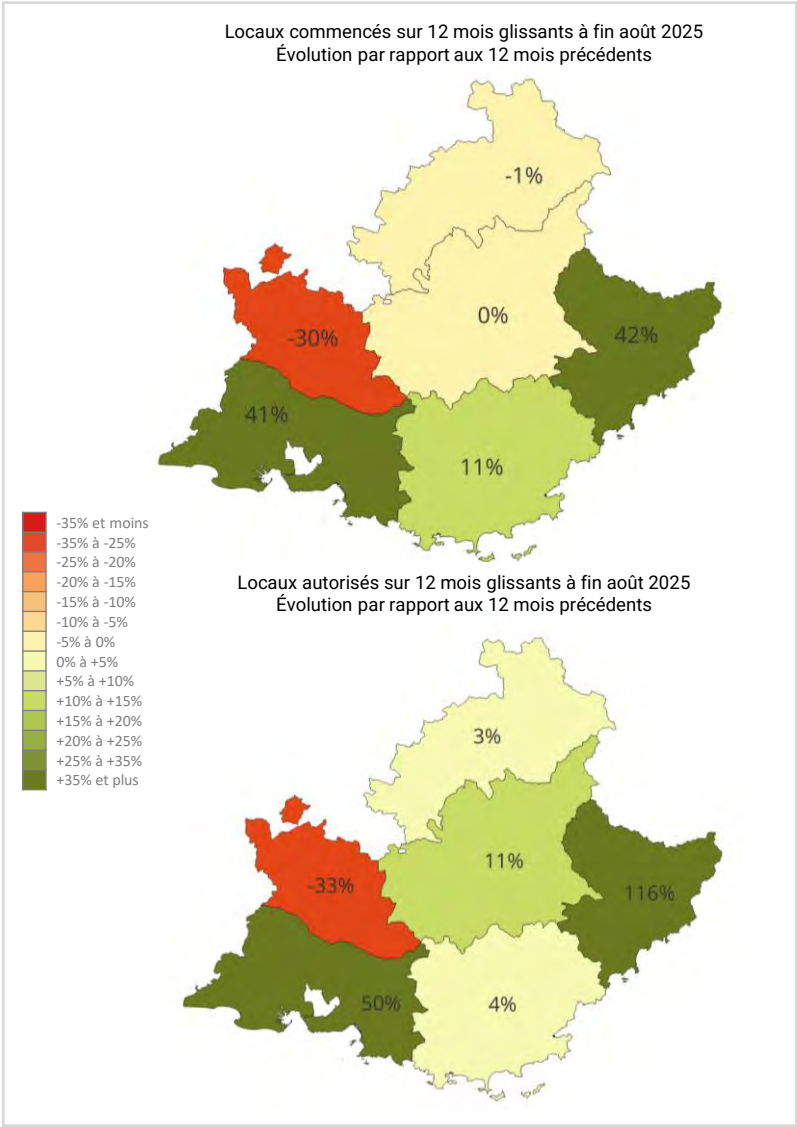


Sources :
SDES*, Sit@del2, Estimations
*Service des données et études statistiques





Construction de locaux neufs



A fin août 2025, la reprise de la construction non-résidentielle reste inégale à l'échelle régionale : s'il est net dans les départements du littoral (qui représentent 79% de la surface non-résidentielle construite dans la région sur les 12 derniers mois), la construction de locaux est stable dans les départements alpins. Dans le Vaucluse, la chute des ouvertures de chantier continue sur les douze derniers mois (-30% de locaux mis en chantier).

Et l'avenir reste sombre dans ce département, où les autorisations sont en plus fort recul encore (-33% en un an à fin août 2025). Hormis le Vaucluse, tous les autres départements enregistrent une progression, traduisant un redémarrage plus généralisé de la dynamique régionale. La tendance s'oriente clairement à la hausse, portée par la reprise de la demande.

Sources :
SDES*, Sit@del2, Estimations

*Service des données et études statistiques

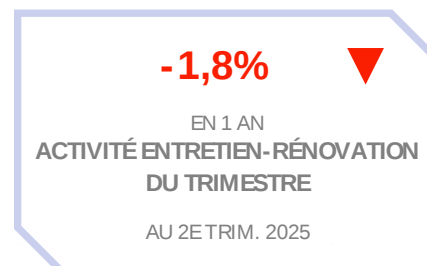
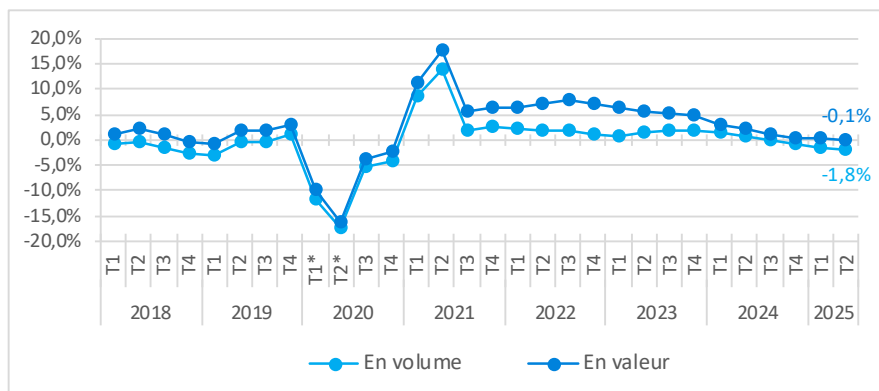




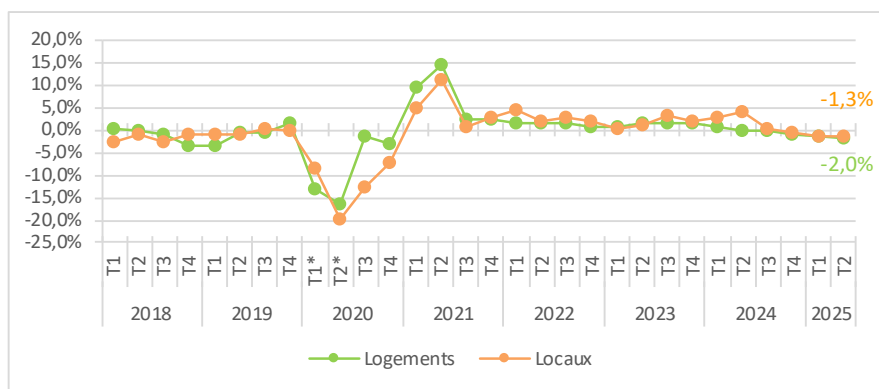
Activité entretien-rénovation

Évolution de l'activité d'entretien rénovation par rapport au même trimestre de l'année précédente

Au global

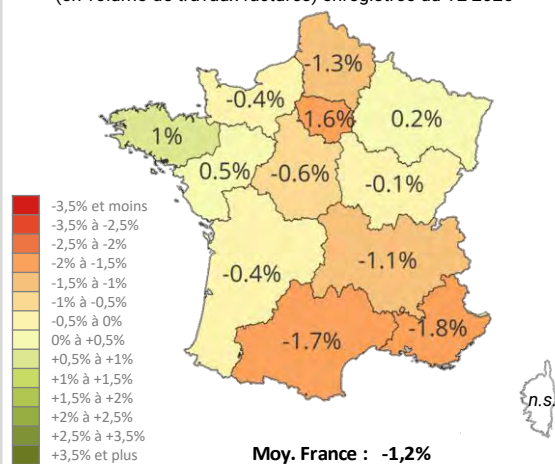


Par segment de marché

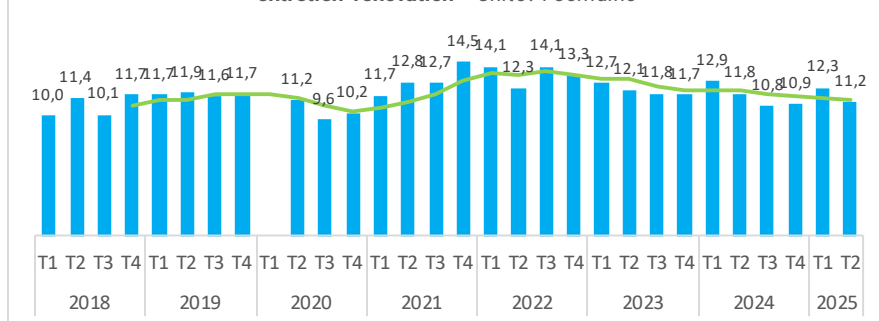


* Estimations GIE Réseau des CERC basées sur un échantillon restreint d'entreprises

Évolution par rapport au T1 2024 de l'activité entretien-rénovation (en volume de travaux facturés) enregistrée au T2 2025



Nombre de semaines de travail garanties par les carnets de commande en entretien-rénovation – Unité: 1 semaine



L'activité entretien-rénovation recule de -1,8% en volume de travaux facturés au 2^{ème} trimestre 2025 par rapport à un an plus tôt en Provence-Alpes-Côte d'Azur, quatrième trimestre consécutif de baisse et un niveau de repli qui n'avait plus été observé depuis les confinements Covid.

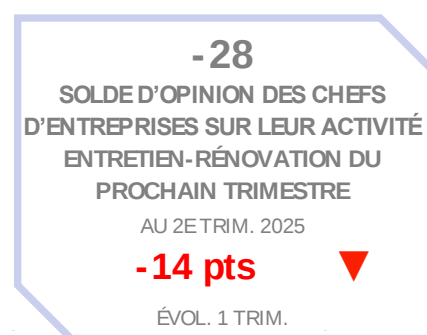
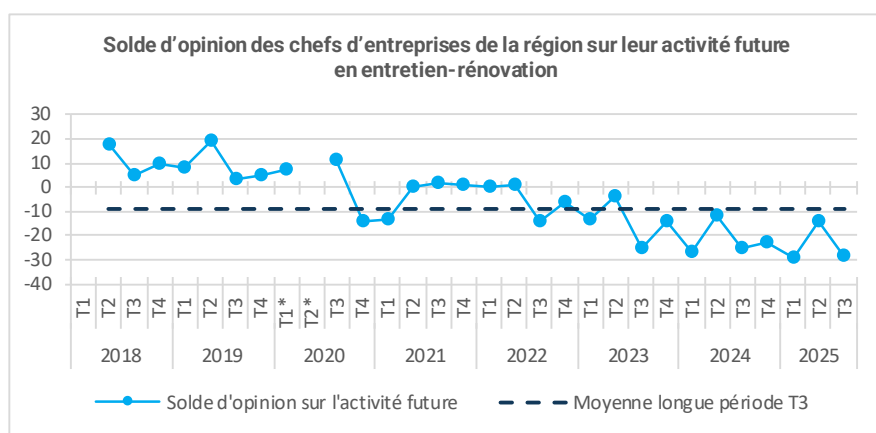
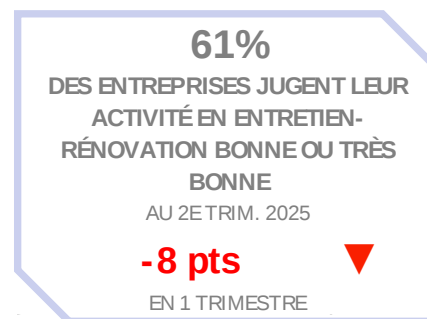
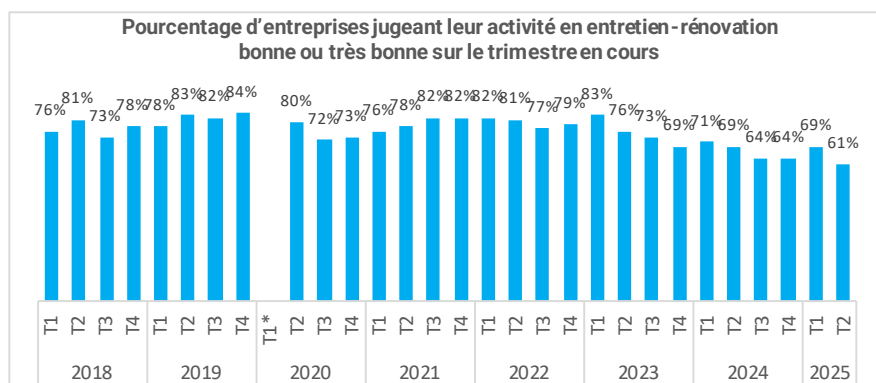
Dans le même sens, les carnets de commande en entretien-rénovation baissent en Provence-Alpes-Côte d'Azur : les entreprises Bâtiment de la région comptabilisent 11,2 semaines de travail garanties à fin juin 2025, en recul de -1,2 semaines en trois mois.

Source :
Réseau des CERC, résultats enquête entretien-rénovation





Opinion des chefs d'entreprises sur l'activité entretien-rénovation



Note : Solde d'opinion = écart entre % des réponses « en hausse » et % des réponses « en baisse ».

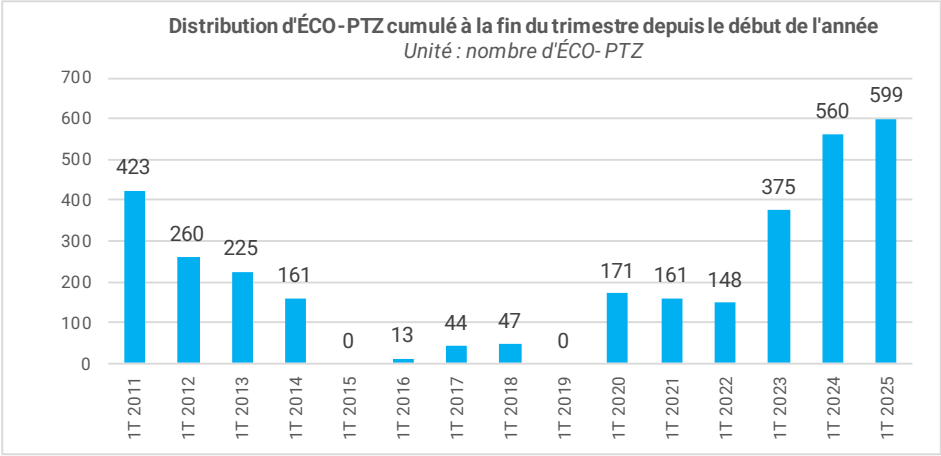
61% des entreprises Bâtiment de Provence-Alpes-Côte d'Azur jugent leur activité en entretien-rénovation bonne ou très bonne au 2^{ème} trimestre 2025. Le niveau de satisfaction baisse encore (-8 points par rapport au trimestre précédent) et affiche son plus mauvais score historique. Même en période de confinements, les entreprises du Bâtiment de la région étaient plus satisfaites de leur activité. Le niveau de satisfaction se place ainsi -17 points en-dessous de sa moyenne de longue période, avec un solde d'opinion qui perd lui aussi -16 points en un trimestre et se place -30 points sous son niveau moyen pour un deuxième trimestre, signe que la situation économique reste dégradée ce trimestre.

L'opinion des entreprises du Bâtiment de la région sur leur activité future n'est pas meilleure. Dans un contexte d'activité en berne et de baisse des prises de commandes, elle s'aggrave même, puisque le solde d'opinion plonge de -14 points ce trimestre par rapport au trimestre précédent et se place tout proche de son plus bas niveau historique, -24 points sous son niveau moyen historique.



Éco-prêts à taux zéro

Travaux liés à l'ÉCO-PTZ	De janvier à la fin du 1° trimestre 2025 Evol 1 an		
Volume de travaux réalisés lié à l'ÉCO-PTZ	12,26 M€	+28,6%	▲
Nombre d'ÉCO-PTZ	599 ÉCO-PTZ	+7,0%	▲



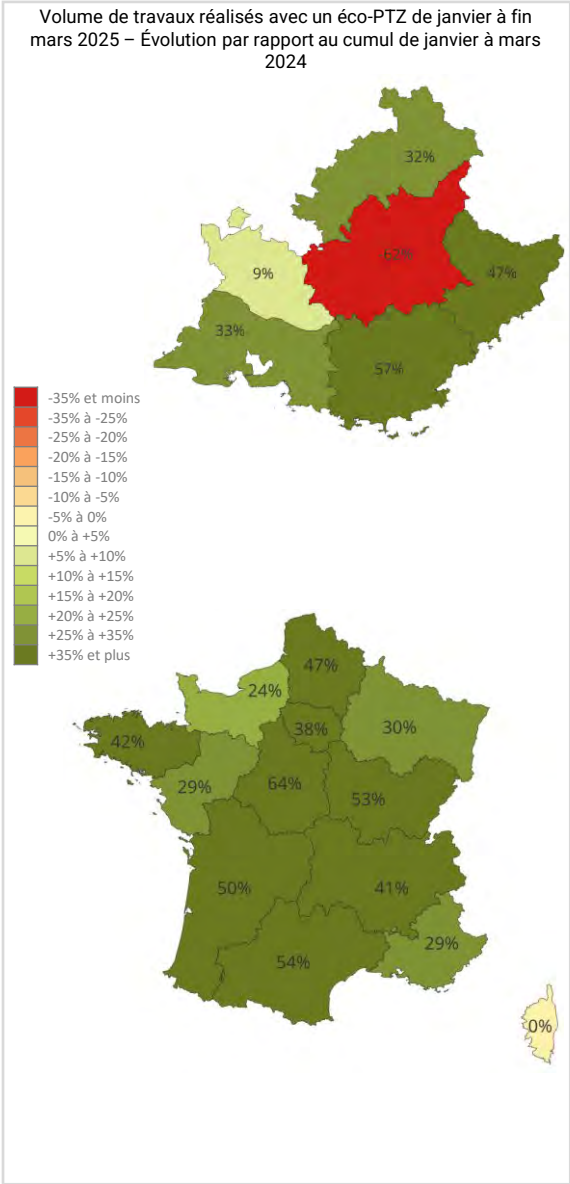
L'éco-PTZ permet de bénéficier d'un prêt à taux zéro de 50 000 euros maximum pour financer des travaux d'éco-rénovation. Il s'adresse aux propriétaires, qu'ils habitent le logement ou qu'ils le mettent en location, et aux syndicats de copropriétaires. Les travaux doivent être réalisés par des entreprises RGE (Reconnu Garant de l'Environnement).

Depuis l'ouverture de l'éco-PTZ aux monogestes en 2019, la sollicitation de ce prêt ne cesse d'augmenter dans la région. La création en 2023 d'un éco-PTZ « MaPrimeRénov' », destiné spécifiquement au financement du reste à charge pour les ménages bénéficiant d'une subvention MaPrimeRénov', combinée à une augmentation du plafond de financement (50 000 € désormais contre 30 000 € auparavant) a accéléré la démocratisation de ce dispositif : sur les trois premiers mois de l'année 2025, 599 prêts ont ainsi été accordés dans la région, ce qui constitue le meilleur bilan d'un premier trimestre depuis le lancement du dispositif en 2010.

+28,6%▲

DE JANVIER À FIN DU 1° TRIM. 2025
DU VOLUME DE TRAVAUX
RÉALISÉS
ECO-PTZ - EVOLUTION 1 AN

12,26 M€



Source : SGFGAS (données brutes)



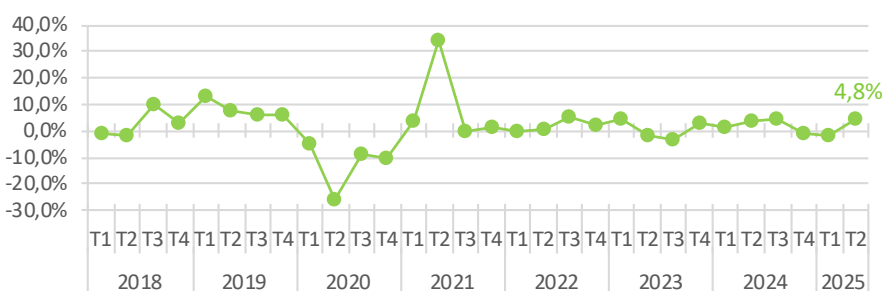


TRAVAUX PUBLICS

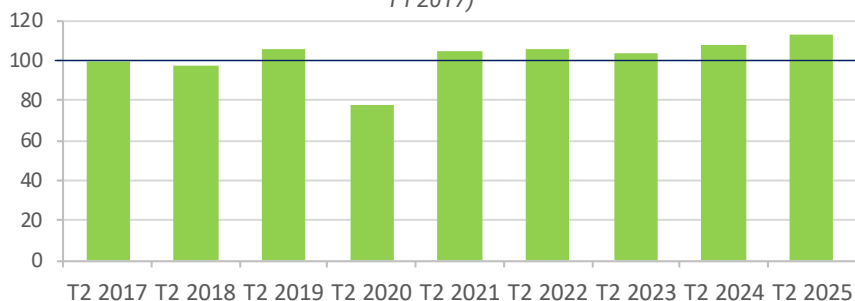
Activité Travaux Publics

L'activité dans les Travaux Publics au 2e trim. 2025	Évol. en valeur du CA du trimestre par rapport au T2 2024		Évol. en valeur du CA cumulé depuis le début de l'année		Niveau du carnet de commande et évol. par rapport au T2 2024	
Ensemble	4,8%	▲	2,4%	▲	9,5	=
Terrassement	4,5%	▲	2,9%	▲	8,3	▼
Route	6,9%	▲	1,1%	▲	7,0	=
Canalisateurs	5,4%	▲	4,2%	▲	8,7	=
Génie civil	2,9%	▲	4,5%	▲	15,6	▼
Travaux électriques	3,0%	▲	0,6%	=	8,5	▼
Autres travaux	0,6%	=	-0,9%	=	8,7	▲

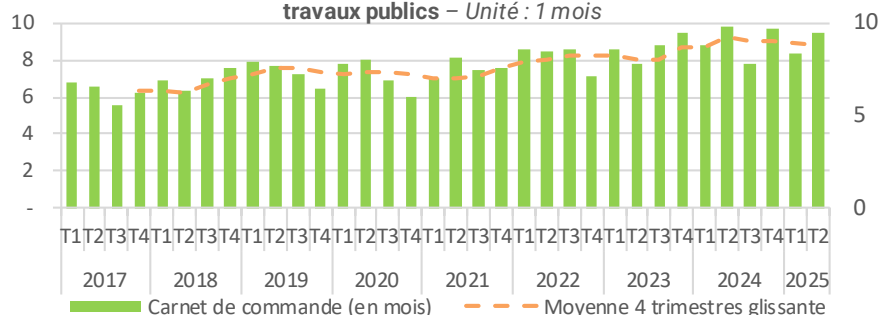
Évolution de l'activité travaux publics par rapport au même trimestre de l'année précédente (en valeur)



Évolution de l'activité travaux publics au T2 (en valeur, en base 100 au T1 2017)



Nombre de mois de travail garantis par les carnets de commande en travaux publics - Unité : 1 mois



Après deux trimestres en recul, l'activité Travaux Publics repart à la hausse au 2^{ème} trimestre 2025, affichant une augmentation de +4,8% du chiffre d'affaires (en valeur, en comparaison à un an plus tôt) et laissant le bilan des 6 premiers mois de l'année à +2,4%. Tous les corps de métiers sont dans le positif ce trimestre, ainsi que tous les départements.

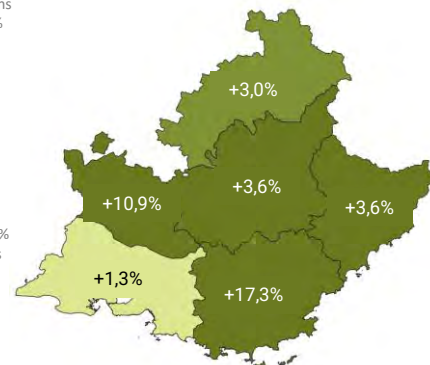
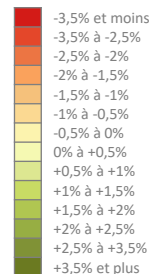
Après un léger recul les trimestres précédents, les prises de commande se stabilisent comparé à l'an passé dans la région, avec 9,5 mois de travail garanti à fin juin 2025.

+4,8%



EN 1 AN
ACTIVITÉ TRAVAUX PUBLICS DU
TRIMESTRE
AU 2E TRIM. 2025

Évolution par rapport au T2 2024 de l'activité travaux publics (en valeur) enregistrée au T2 2025

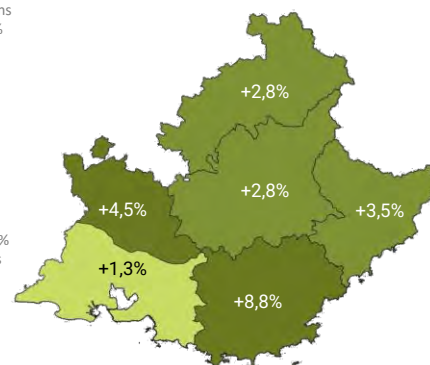
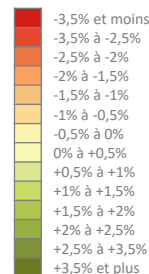


+2,4%



EN 1 AN
ACTIVITÉ TRAVAUX PUBLICS
CUMULÉE
EN 2025

Évolution par rapport à un an plus tôt (en valeur) cumulée entre janvier et juin 2025



9,5 mois

DE TRAVAIL GARANTI PAR LES
CARNETS DE COMMANDE EN
TRAVAUX PUBLICS

À FIN JUIN 2025

-0,3 mois



EN 1 TRIMESTRE

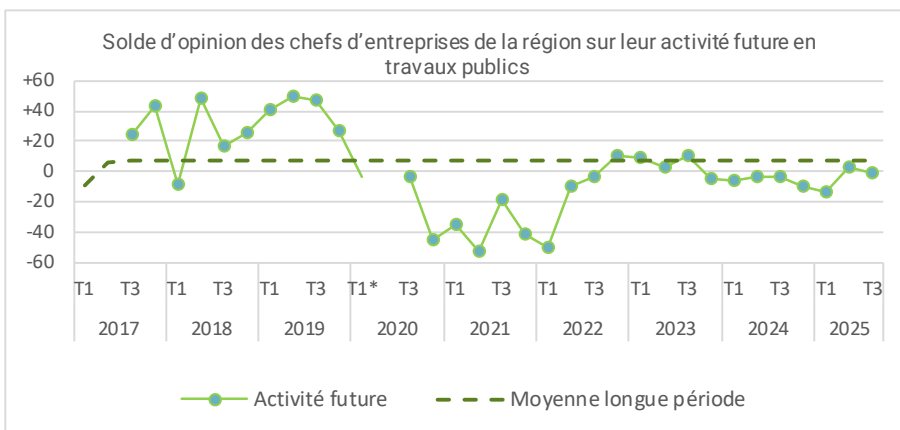
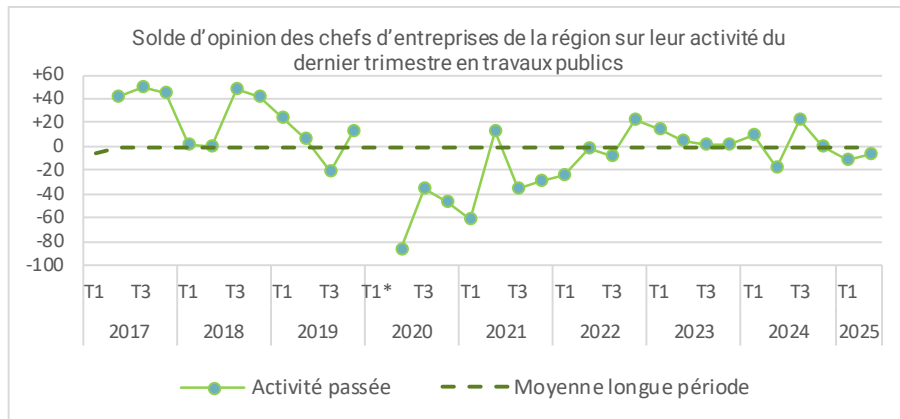
Source :

Enquête trimestrielle FRT/PCER PACA



TRAVAUX PUBLICS

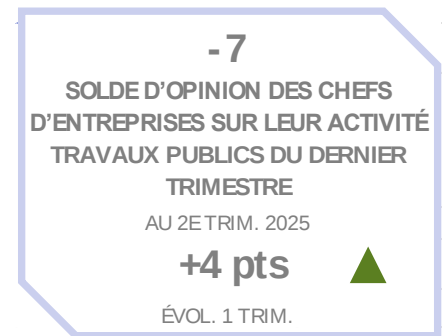
Opinion des chefs d'entreprises



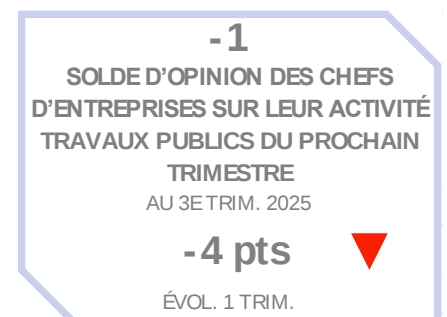
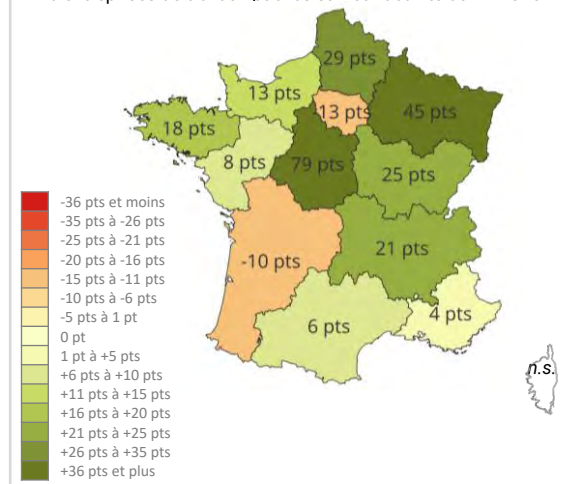
Note : Solde d'opinion = écart entre % des réponses « en hausse » et % des réponses « en baisse ».

La vision des chefs d'entreprise sur leur activité récente reste négative, avec un solde d'opinion à -7, mais s'améliore (+4 points en un trimestre, se rapprochant de sa moyenne de longue période).

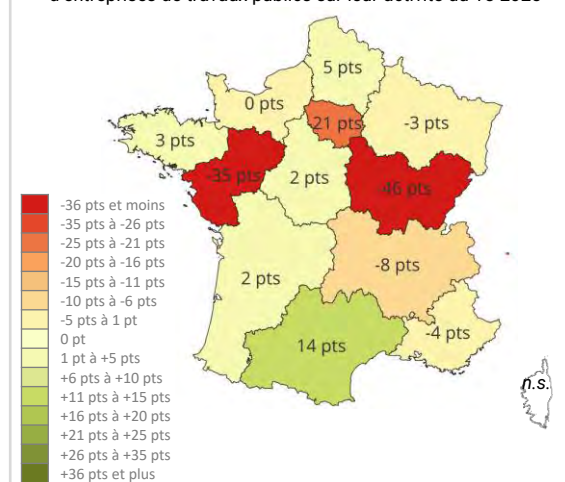
En revanche, la vision de ces mêmes chefs d'entreprise pour les mois à venir se dégrade : -4 pts de perdus entre le 2^{ème} et le 3^{ème} trimestre 2025, le solde d'opinion repassant en négatif.



Évolution par rapport au T1 2025 du solde d'opinion des chefs d'entreprises de travaux publics sur leur activité du T2 2025



Évolution par rapport au T2 2025 du solde d'opinion des chefs d'entreprises de travaux publics sur leur activité du T3 2025

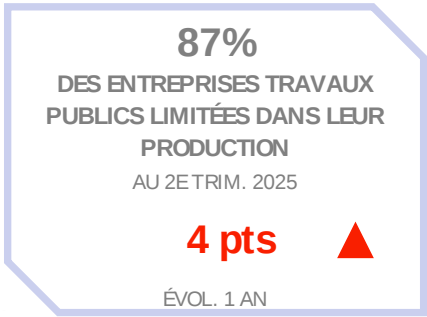


Source :
Enquête trimestrielle FNT/INSEE

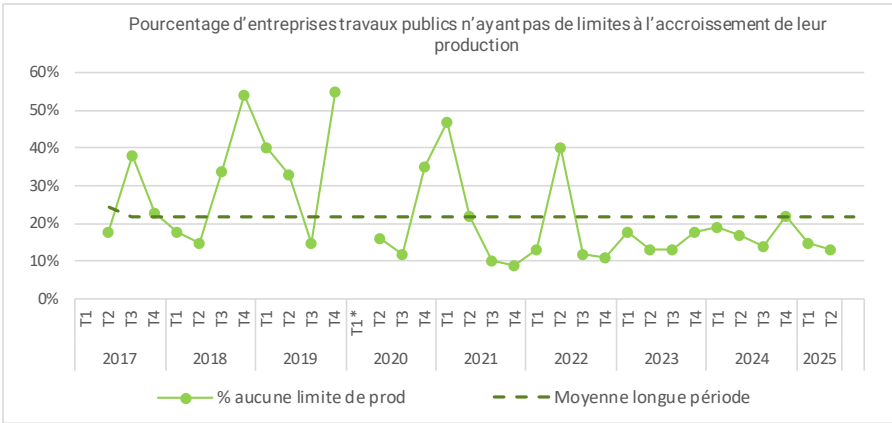
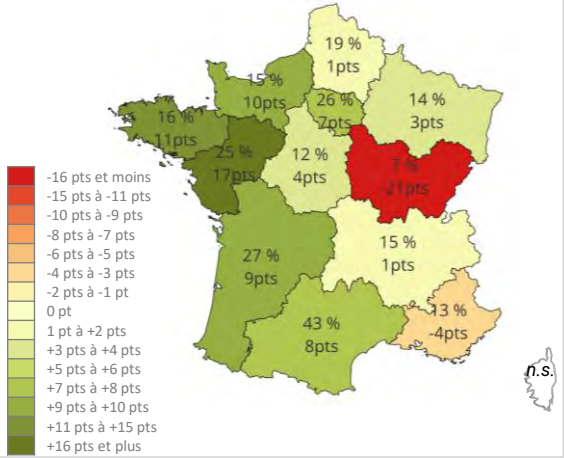


Opinion des chefs d'entreprises

Opinion des chefs d'entreprise sur l'activité Travaux Publics	2° trimestre 2025 - Evol 1 an		
Entreprises n'ayant pas de limites à l'accroissement de leur production (% d'entrep.)	13%	-4 pts	▼
Contraintes empêchant les entreprises d'augmenter leur production (% d'entrep.)			
Insuffisance de la demande	49%	-4 pts	▼
Insuffisance en personnel	35%	+2 pts	▲
Contraintes financières	9%	-7 pts	▼
Conditions climatiques	46%	+12 pts	▲
Insuffisance de matériel	0%	-2 pts	▼
Autres facteurs	27%	+26 pts	▲



Pourcentage d'entreprises travaux publics n'ayant aucune limite de production au T2 2025 et évol. par rapport au T2 2024



Des difficultés persistent sur le terrain pour les entreprises de Travaux Publics : 87% indiquent en effet encore être limitées dans leur production à fin juin 2025 (en hausse de +4 points sur un an). Les difficultés concernent essentiellement le manque de marchés : près de 49% des entreprises sont concernées, en baisse de -4 points en un an, ainsi que les contraintes climatiques pour 46% des entreprises, en hausse de +12 points en un an. 35% des entreprises indiquent des contraintes de personnel, en hausse de +2%.

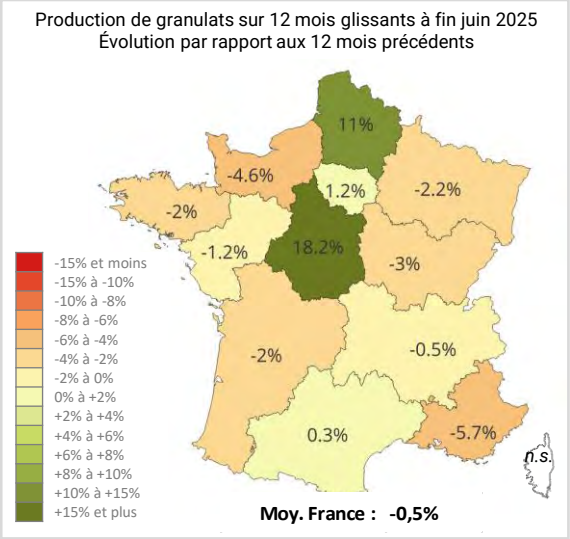
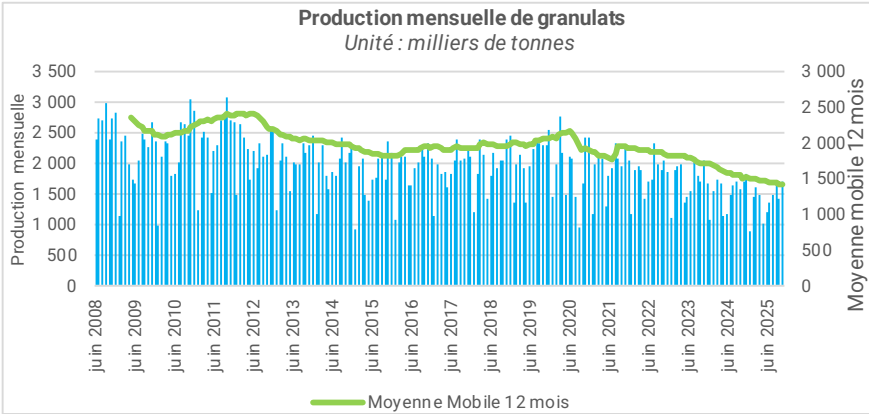
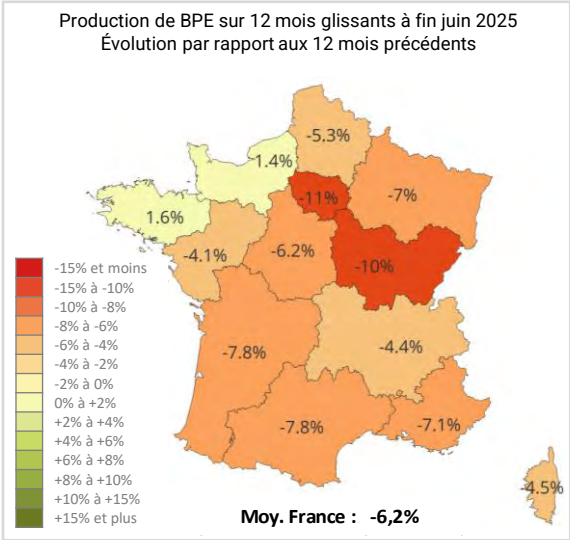
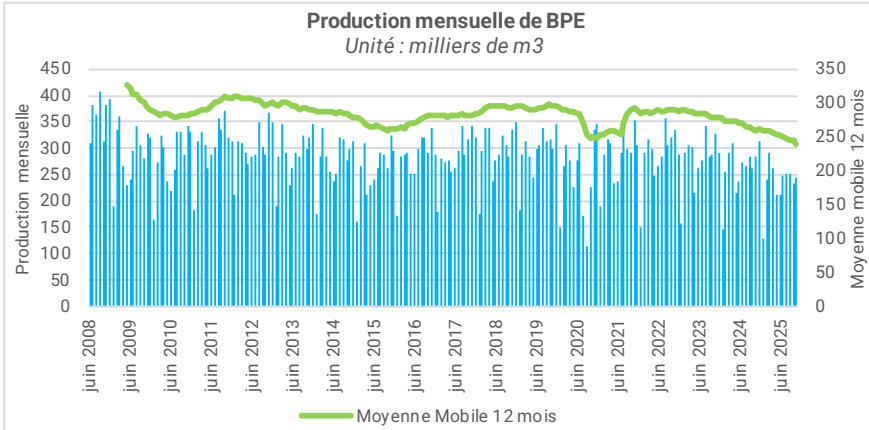
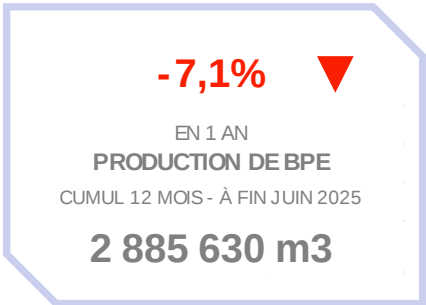




INDUSTRIE MATÉRIAUX

Production de Béton Prêt à l'Emploi (BPE) et de Granulats

La production de matériaux - Evol 1 an			
Production du mois			
Production de BPE en juin 2025	244 136 m3	-13,9%	▼
Prod. de Granulats en juin 2025	1 697 m3	-0,4%	=
Production cumul 12 mois			
Production de BPE entre juillet 2024 et juin 2025	2 885 630 m3	-7,1%	▼
Production de Granulats entre juillet 2024 et juin 2025	17 130 kt	-5,7%	▼



Malgré un redémarrage de la construction, la production de béton prêt à l'emploi, premier maillon de la chaîne de valeurs, reste en repli : le volume livré s'affiche en effet en baisse de -7,1% sur les douze derniers mois (à fin juin) par rapport aux douze mois précédents. De fait, si la progression des mises en chantiers est visible dans la région, cela ne se traduira qu'à plus long-terme pour la production de BPE, cette dernière se faisant tout au long de la construction et non immédiatement au lancement du chantier. Ainsi, si l'activité BPE reste morose, la légère amélioration du rythme constructif laisse espérer un futur redressement de la livraison de BPE, ou du moins un arrêt de la baisse.

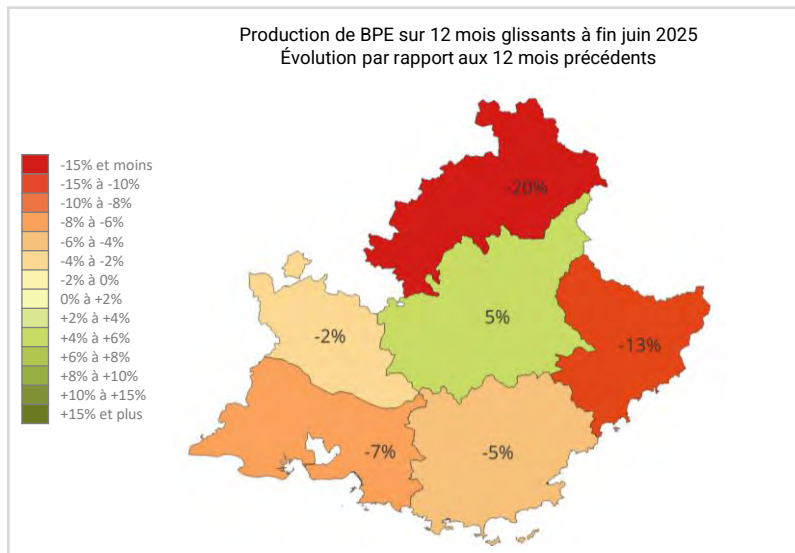
Le secteur des granulats n'échappe pas non plus à la morosité ambiante puisque la production régionale de granulats s'est contractée de -5,7% sur la période juillet 2024 à juin 2025 par rapport à un an plus tôt. Mais cela s'explique aussi sans doute par l'utilisation de plus en plus importante de matériaux secondaires.

Sources :
UNICEM pour le BPE et les granulats, SFIC pour le ciment
(données brutes, non cvs, non cjo)





Production de Béton Prêt à l'Emploi (BPE)



Comme pour la tendance régionale, la production de BPE est en recul dans presque tous les départements de la région sur les douze derniers mois à fin mai, payant avec plus forte inertie la crise touchant la construction neuve depuis maintenant plusieurs mois. Seul le département des **Alpes de Haute-Provence**, qui surfe encore sur le dynamisme de la construction neuve post-Covid, affiche un volume observé en hausse de +5%, se maintenant au-dessus de son niveau moyen de référence.

Le département des **Hautes-Alpes** profite également du dynamisme constructif post-Covid, puisque les livraisons de BPE, malgré un recul de -20% sur 12 mois, restent très proches du niveau moyen des dix années précédentes.

En revanche, dans les **Alpes-Maritimes** et dans les **Bouches-du-Rhône**, le volume de BPE livré continue de chuter entre juillet 2024 et juin 2025 par rapport à un an plus tôt et reste en dessous de son niveau moyen des dix dernières années.

Si le département du **Var** enregistre une baisse de la production en un an glissant (-5%), on note que le volume de BPE produit sur les 12 derniers mois reste sensiblement identique à son niveau moyen des dix dernières années, en faveur notamment d'une activité dynamique en 2021-2022 sur le marché non-résidentiel neuf.

De même en **Vaucluse**, où la production de BPE s'affiche certes en léger recul sur un an (-2%) mais enregistre un volume sensiblement conforme à ses niveaux moyens des dix années précédentes.

Source :
UNICEM pour le BPE
(données brutes, non cvs, non cjo)



COMMANDE PUBLIQUE

Marchés publics de travaux

Nombre de marchés publics de travaux publiés	Cumul 12 mois à août 2025 - Evol 1 an		
Total des AO publiés	4 590 AO	-3,1%	▼
dont bâtiment*	2 330 AO	-4,0%	▼
dont TP*	1 680 AO	+1,8%	▲
dont pôle local	2 730 AO	+1,4%	▲
dont conseils territoriaux	330 AO	+4,7%	▲
dont Etat	500 AO	-17,1%	▼
dont autres	60 AO	+12,3%	▲

Montants des marchés publics de travaux publiés	Cumul 12 mois à août 2025 - Evol 1 an		
Total des AO publiés	7,2 Md€	-5,5%	▼
dont bâtiment*	2,4 Md€	-13,2%	▼
dont TP*	2,7 Md€	+9,2%	▲
dont pôle local	3,2 Md€	-16,4%	▼
dont conseils territoriaux	0,6 Md€	-0,7%	=
dont Etat	1,0 Md€	-19,5%	▼
dont autres	0,3 Md€	+62,1%	▲

-3,1% ▼

EN 1 AN
APPELS D'OFFRE TRAVAUX
PUBLIÉS
CUMUL 12 MOIS - À FIN AOÛT 2025

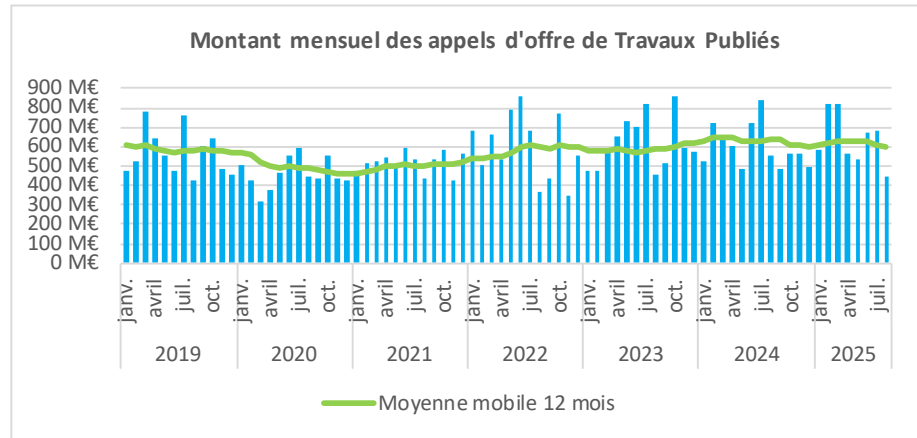
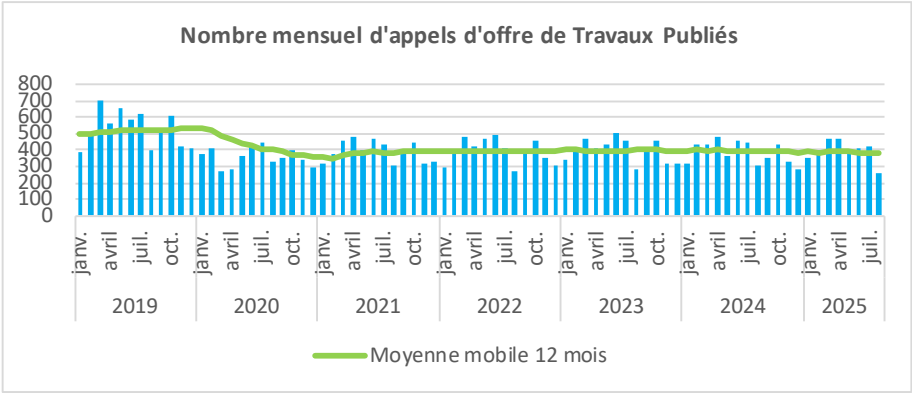
4 590 AO

-5,5% ▼

EN 1 AN
MONTANT DES APPELS D'OFFRE
TRAVAUX PUBLIÉS
CUMUL 12 MOIS - À FIN AOÛT 2025

7 230 M€

*Une partie des appels d'offre recouvre les deux secteurs d'activité sans distinction et n'ont donc pas pu être recensé ici.



La commande publique recule encore en volume dans la région : 4 590 appels d'offres de travaux ont été publiés sur les douze derniers mois à fin août 2025, en baisse de -3,1% par rapport aux douze mois précédents.

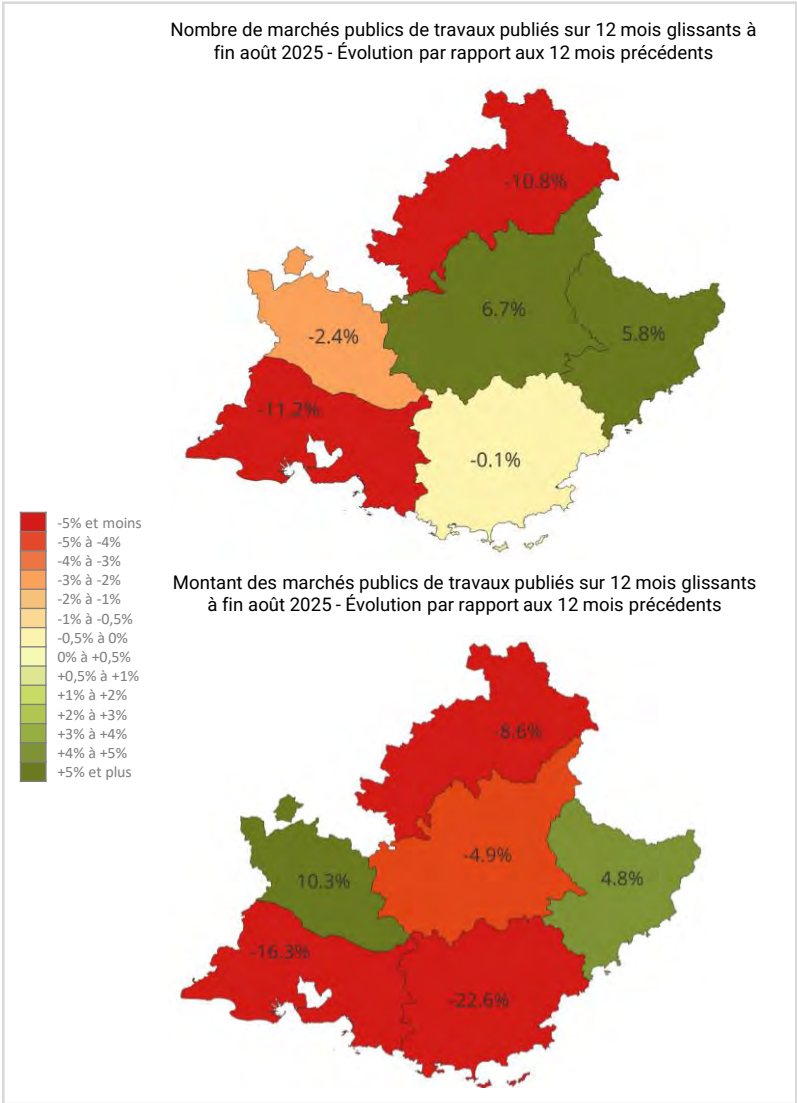
Cette baisse est plus visible pour les marchés de Bâtiment (-4%) que pour les marchés de Travaux Publics (+1,8%), ce qui constitue un changement de tendance par rapport aux années précédentes. Elle est également plus visible chez l'État que chez les autres maîtres d'ouvrage publics, qui ont augmenté leurs achats publics de travaux.

La valeur de la commande publique a également reflué sur les douze derniers mois (-5,5%), du fait notamment d'un mauvais dernier trimestre 2024 (-20% par rapport au 4^{ème} trimestre 2023) marqué par l'incertitude politique (censure du Gouvernement Barnier sans vote de budget). Seuls les Travaux Publics arrivent à tirer leur épingle du jeu avec une progression de la valeur des achats de publics de travaux sur la dernière année, portée notamment par les entreprises privées (dans l'industrie par exemple).

Source :
VecteurPlus



Marchés publics de travaux



À l'échelle territoriale, le département des **Bouches-du-Rhône** affiche à fin août 2025 une forte baisse de la commande publique (pour des marchés de travaux), en volume (-11,2% de marchés publiés sur un an) comme en valeur (-16,3% du montant attribué).

Idem dans les **Hautes-Alpes**, où les marchés publics de travaux affichent un recul de -10,8% en volume et de -8,6% en valeur sur les douze derniers mois par rapport à un an plus tôt (à fin août), et dans le **Var**, où, sur la même période, les achats publics de travaux reculent de -0,1% en volume et de -22,6% en valeur .

Dans le **Vaucluse**, le nombre de marchés publiés reflue (-2,4%) pour une enveloppe qui augmente (+10,3%), signe probable du lancement de gros projets.

À l'inverse, dans les **Alpes-de-Haute-Provence** le nombre de marchés publiés augmente en volume +6,7% mais chute en valeur de -4,9% à fin août 2025, probablement dû au lancement de projets plus nombreux mais moins coûteux.

Les **Alpes-Maritimes** est le seul département où le nombre de marchés publiés progresse en volume (+5,8% de marchés publiés sur les 12 derniers mois) comme en valeur (+4,8%).

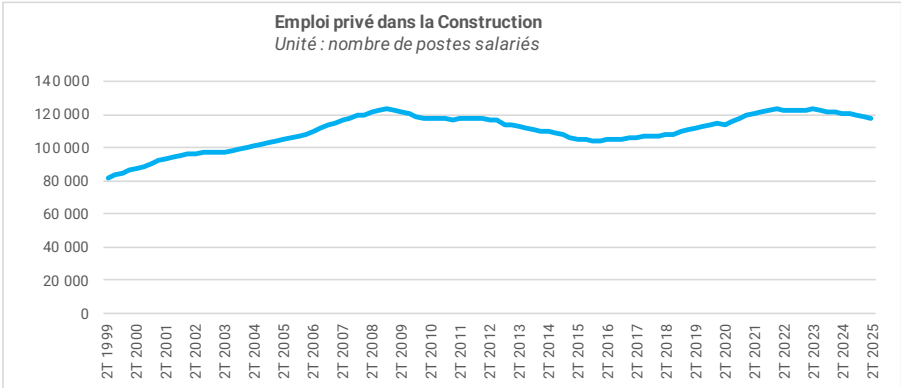




APPAREIL DE PRODUCTION

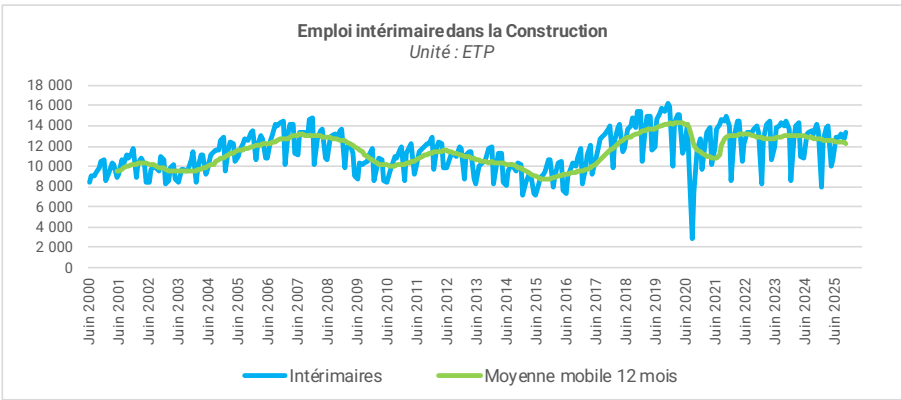
Emploi salarié et intérimaire

Emploi salarié dans la Construction (emploi privé)	2 ^e trimestre 2025 - Evol 1 an		
Nombre de postes salariés Construction	117 671 sal.	-2,2%	▼



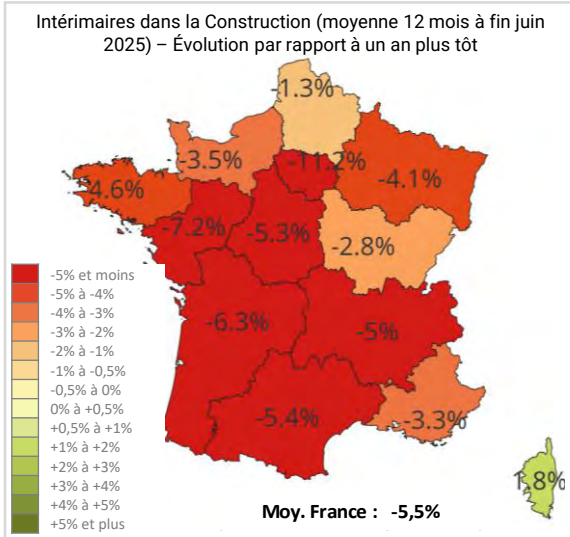
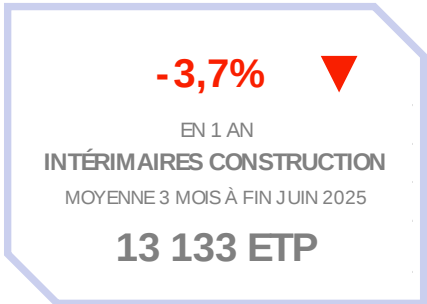
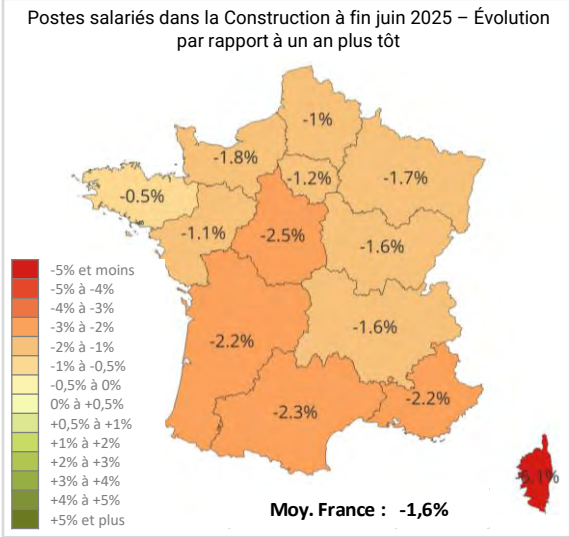
Alors que le nombre de postes salariés dans la construction a progressé à un rythme régulier depuis fin 2015, même lors de la crise Covid, l'emploi salarié décroît depuis l'été 2023. Cette décroissance se poursuit : à fin juin 2025, le nombre de postes salariés dans le secteur Construction régional ayant chuté de -2,2% comparé à son volume de l'année précédente.

Emploi intérimaire Construction (en équivalents temps plein - brut)	Juin 2025 - Evol 1 an		
Intérimaires Construction en Juin 2025	13 350 ETP	-5,9%	▼
Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 3 derniers mois à fin Juin 2025	13 133 ETP	-3,7%	▼
Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 12 derniers mois à fin Juin 2025	12 326 ETP	-3,3%	▼



À fin juin 2025, l'emploi intérimaire, considéré comme la variable d'ajustement de la main-d'œuvre pour faire face aux variations d'activité, continue de chuter, en vision de court-terme (-5,9% en un an sur les trois derniers mois) comme de long-terme (-3,3% en un an sur les douze derniers mois).

Note : Le secteur « Construction » s'entend comme défini par l'INSEE dans sa nomenclature NAF. Il recouvre les codes APE se rapportant au gros-œuvre, au second-œuvre, aux travaux publics mais également aux métiers de la promotion immobilière et des loueurs de matériel. En revanche, il ne couvre pas les métiers de l'industrie des matériaux.



Sources :
Emploi-salarié : ACOSS-URSSAF (données cvs)
Les données correspondent à un nombre de postes salariés
Emploi intérimaire : DARES (données brutes en équivalent temps plein)

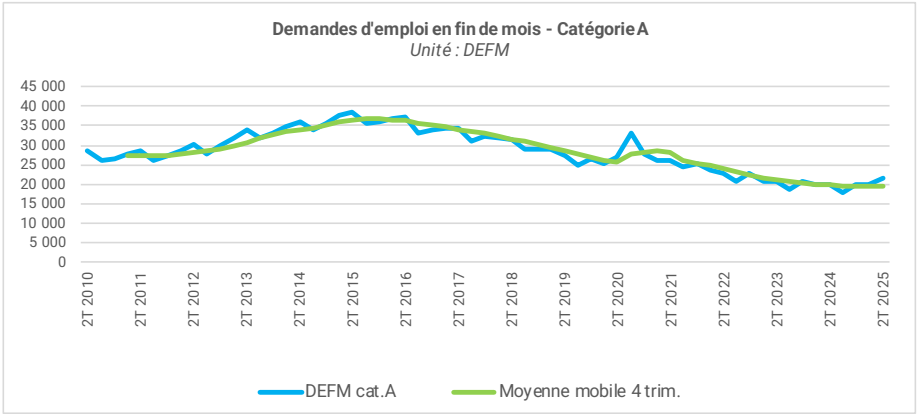




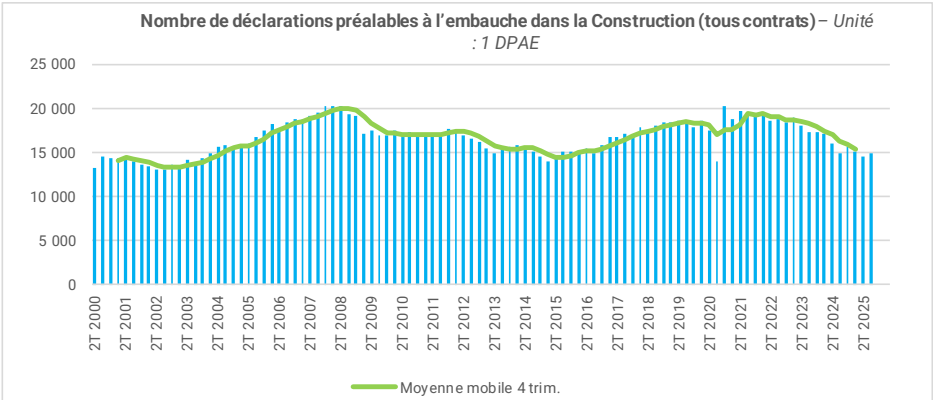
APPAREIL DE PRODUCTION

Demande d'emploi et embauches

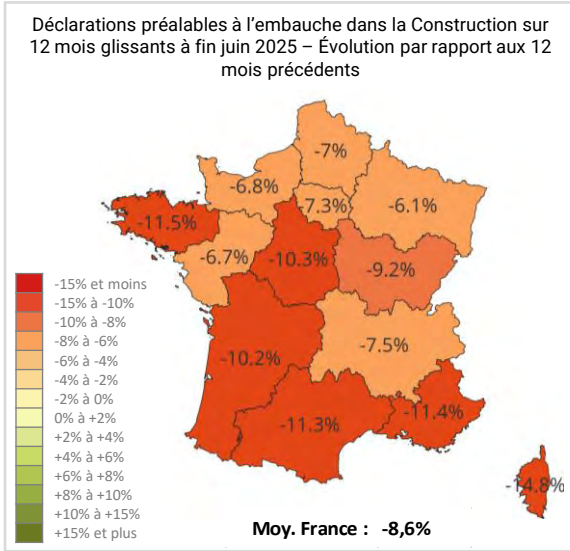
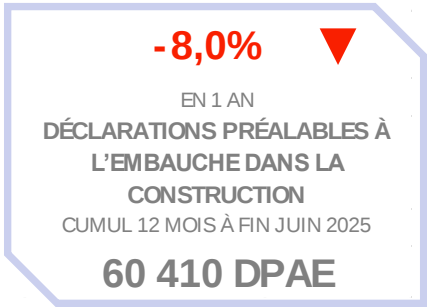
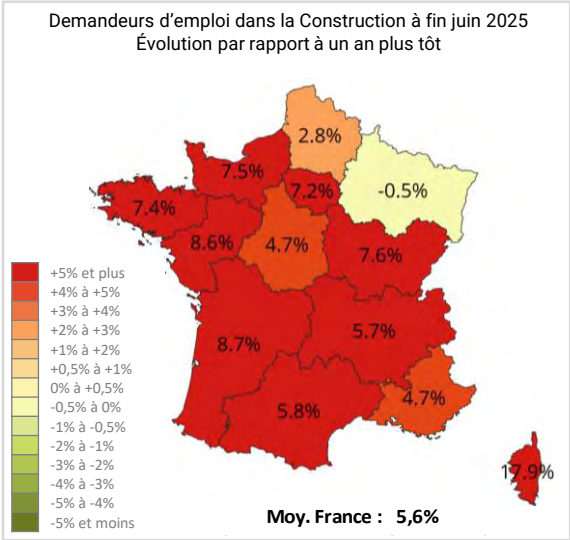
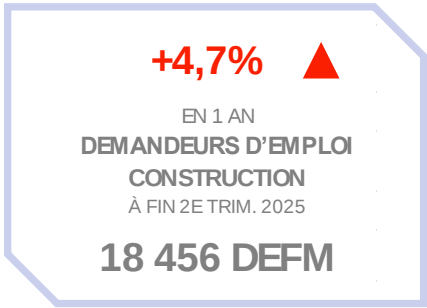
Demandes d'emplois en fin de mois (catégorie A)	2 ^e trimestre 2025 - Evol 1 an		
DEFM Construction	18 456 DEFM	+4,7%	▲
DEFM tous secteurs économiques	247 425 DEFM	+5,1%	▲
% Construction / Ensemble de l'activité	7%	0,0 pt	=



Déclarations préalables à l'embauche dans la Construction	Cumul 12 mois au T2 2025 - Evol 1 an		
Nombre total de DPAE	60 410 DPAE	-8,0%	▼
dont CDD courte durée (moins d'un mois)	6 620 DPAE	-0,7%	=
dont CDD longue durée (plus d'un mois)	21 960 DPAE	-9,2%	▼
dont CDI	31 820 DPAE	-8,5%	▼



Note : Le secteur « Construction » s'entend comme défini par l'INSEE dans sa nomenclature NAF. Il recouvre les codes APE se rapportant au gros-œuvre, au second-œuvre, aux travaux publics mais également aux métiers de la promotion immobilière et des loueurs de matériel. En revanche, il ne couvre pas les métiers de l'industrie des matériaux.



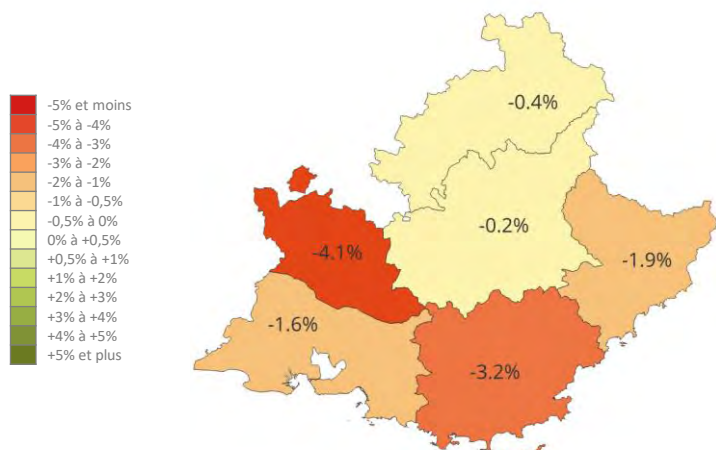
Sources :
DEFM : Pôle emploi-DARES, STMT (Statistiques Mensuelles du marché du travail). Données brutes
DPAE : URSSAF (données cvs)



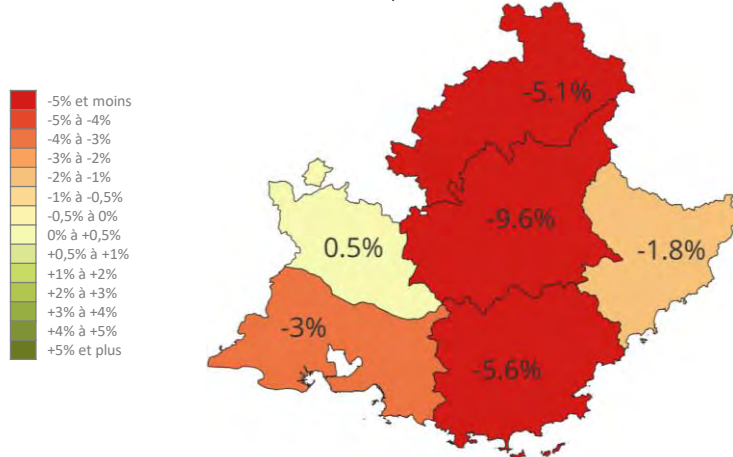
APPAREIL DE PRODUCTION

Emploi salarié et intérimaire, demande d'emploi et embauches

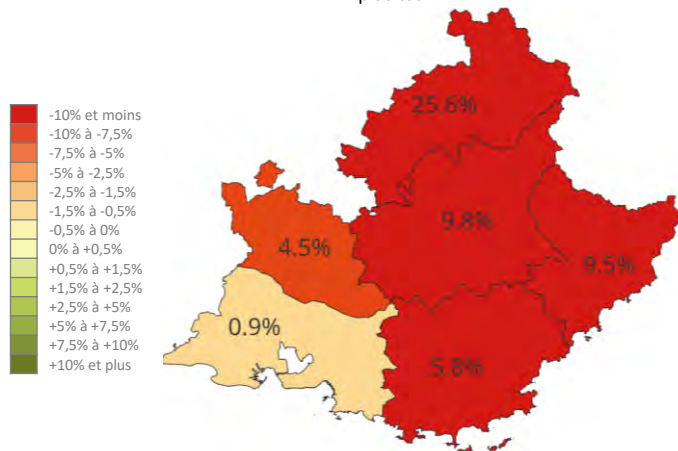
Postes salariés dans la Construction à fin juin 2025 – Évolution par rapport à un an plus tôt



Intérimaires dans la Construction (moyenne 12 mois à fin juin 2025) – Évolution par rapport à un an plus tôt



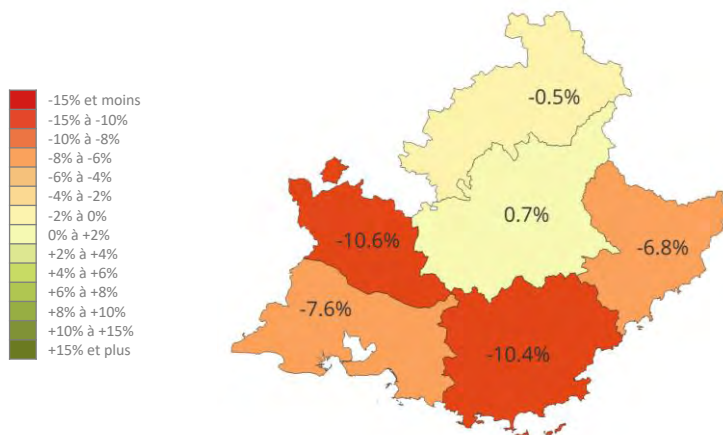
Demandeurs d'emploi dans la Construction à fin juin 2025 – Évolution par rapport à un an plus tôt



Les tendances sont remarquablement similaires dans tous les départements de la région : l'emploi-salarié recule partout, à plus ou moins forte intensité, le nombre de demandeurs d'emploi progresse de +1% à +26% selon les territoires, les déclarations préalables à l'embauche marquent un repli qui s'étale de -7% à -11% (sauf dans les départements alpins, plus résilients) et l'emploi intérimaire freine clairement dans tous les départements (hormis en Vaucluse où il progresse légèrement, probablement du fait d'une activité Travaux Publics dynamique dans ce département au 2^{ème} trimestre 2025).

À noter tout de même que le département des **Bouches-du-Rhône**, qui pèse près de 45% de l'emploi régional, semble logiquement afficher une plus forte inertie aux tendances conjoncturelles avec une hausse beaucoup plus contenue des demandeurs d'emploi.

Déclarations préalables à l'embauche dans la Construction sur 12 mois glissants à fin juin 2025 – Évolution par rapport aux 12 mois précédents



Sources :

Emploi-salarié : ACOSS-URSSAF (données cvs)

Les données correspondent à un nombre de postes salariés

Emploi intérimaire : DARES (données brutes en équivalent temps plein)

DEFM : Pôle emploi-DARES, STMT (Statistiques Mensuelles du marché du travail). Données brutes

DPAE : URSSAF (données cvs)

Note : Le secteur « Construction » s'entend comme défini par l'INSEE dans sa nomenclature NAF. Il recouvre les codes APE se rapportant au gros-œuvre, au second-œuvre, aux travaux publics mais également aux métiers de la promotion immobilière et des loueurs de matériel. En revanche, il ne couvre pas les métiers de l'industrie des matériaux.

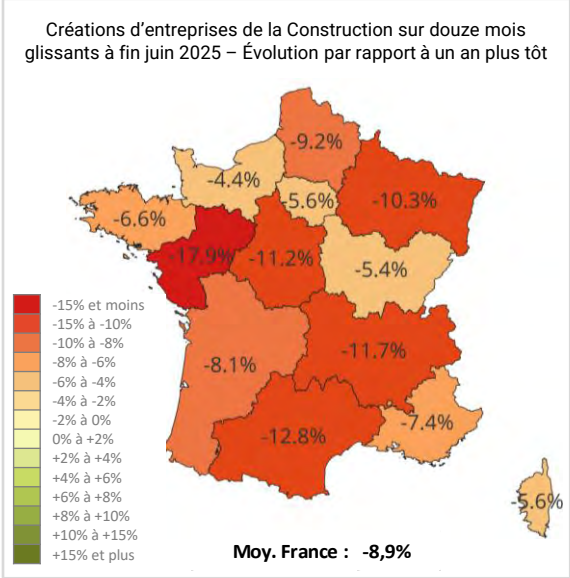
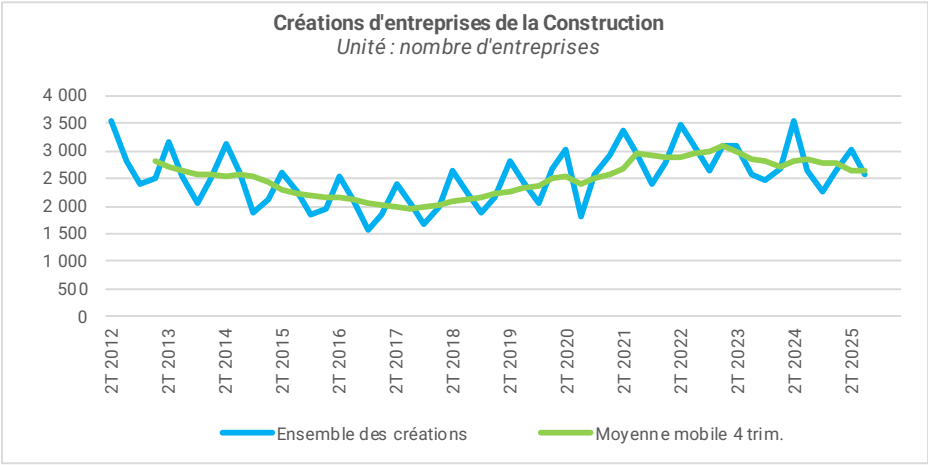




APPAREIL DE PRODUCTION

Créations d'entreprises

Créations d'entreprises dans le secteur de la Construction	2e trim. 2025 - Evol 1 an		
Créations au cours du trimestre	2 576 créations	-2,7%	▼
Dont créations hors micro-entrepreneurs	986 créations	+2,1%	▲
Créations cumulées au cours des 4 derniers trimestres	10 506 créations	-7,4%	▼
Dont créations hors micro-entrepreneurs	3 812 créations	-6,5%	▼



Sur douze mois glissants, la dynamique de création d'entreprises ralentit avec -7,4% entreprises créées (10 500 créations d'entreprises), dégradant un peu plus la situation économique du secteur.

Note : Le secteur « Construction » s'entend comme défini par l'INSEE dans sa nomenclature NAF. Il recouvre les codes APE se rapportant au gros-œuvre, au second-œuvre, aux travaux publics mais également aux métiers de la promotion immobilière et des loueurs de matériel. En revanche, il ne couvre pas les métiers de l'industrie des matériaux.

Source :
INSEE (données brutes)

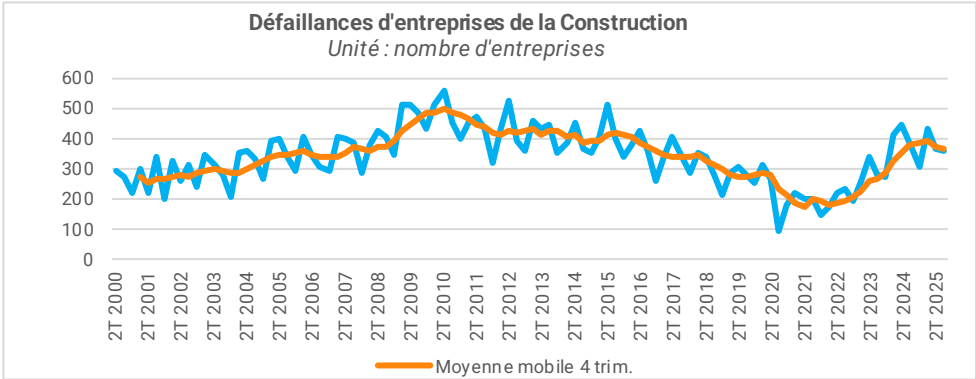
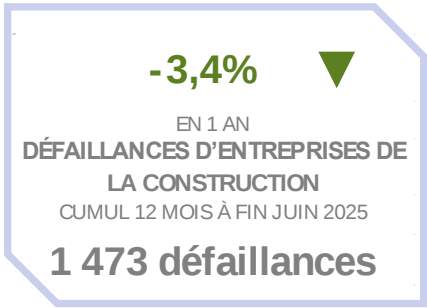




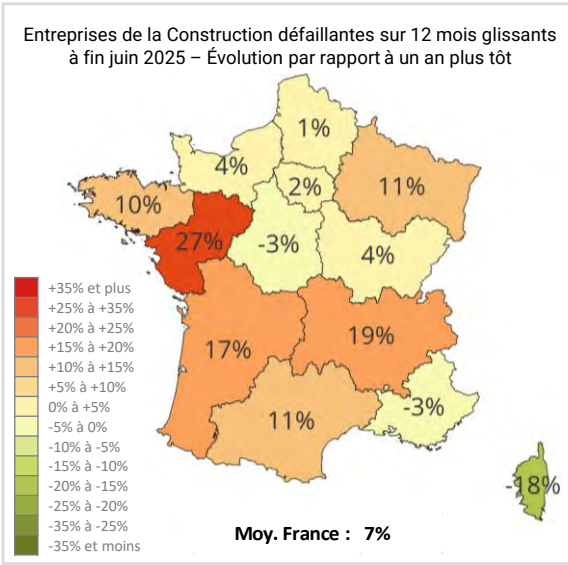
APPAREIL DE PRODUCTION

Défaillances d'entreprises

Défaillances d'entreprises dans le secteur de la Construction	2e trim. 2025 - Evol 1 an		
Défaillances au cours du trimestre	363 défaillances	-6,2%	▼
Défaillances cumulées des 4 derniers trim.	1 473 défaillances	-3,4%	▼
Effectifs salariés des entreprises défaillantes au cours du trimestre	1 053 salariés	+25,5%	▲
Effectifs salariés cumulés des entreprises défaillantes au cours des 4 derniers trimestres	3 923 salariés	-8,2%	▼



Les défaillances comptabilisées concernent des entreprises en tant qu'unités légales (entités identifiées par un SIREN). Ces unités légales défaillantes au cours d'une année civile N sont identifiées grâce à la collecte exhaustive des événements judiciaires par la Banque de France. Les dénombrements couvrent les redressements et liquidations judiciaires, en date de jugement. Ces séries sont stabilisées dans un laps de temps de deux mois. Ce mode de collecte atténue la volatilité des séries comparativement aux statistiques en date de publication.



Sur la période de juillet 2024 à juin 2025, la Banque de France a recensé 1 473 défaillances d'entreprises dans la région, en recul -3,4% comparé par rapport à l'année précédente. Cette légère baisse se faisant à partir d'un niveau très haut, les volumes de défaillances restent encore particulièrement élevés.

Ces 1 473 entreprises défaillantes mettent en difficulté près de 4 000 salariés, un volume en baisse de -8% en un an.

Note : Le secteur « Construction » s'entend comme défini par l'INSEE dans sa nomenclature NAF. Il recouvre les codes APE se rapportant au gros-œuvre, au second-œuvre, aux travaux publics mais également aux métiers de la promotion immobilière et des loueurs de matériel. En revanche, il ne couvre pas les métiers de l'industrie des matériaux.

Source : Banque de France (données brutes)



PRINCIPALES TENDANCES DÉPARTEMENTALES SUR UN AN*

Alpes-de-Haute-Provence

		Evol N-1	
Autorisations logements	1 370 logts	+74,6%	▲
Mises en chantier logements	680 logts	-18,4%	▼
Mise en ventes de logements	40 logts	-76,7%	▼
Réservations de logements	80 logts	+6,7%	▲
Autorisations locaux	87 mill. m²	+11,0%	▲
Mises en chantier locaux	40 mill. m²	-0,2%	►
Activité du trimestre Travaux Publics		+3,6%	▲
Activité cumulée Travaux Publics		+2,8%	▲
BPE	134 200 m3	+5,2%	▲
Nombre Appels Offre publiés	300 AO	+6,7%	▲
Montant Appels Offre publiés	340 M€	-4,9%	▼
Salariés	3 370 sal.	-0,2%	►
Intérimaires	401 ETP	-14,9%	▼
Dem. d'emplois	607 DEFM	+9,8%	▲

Alpes-Maritimes

		Evol N-1	
Autorisations logements	3 710 logts	-38,3%	▼
Mises en chantier logements	4 390 logts	+48,9%	▲
Mise en ventes de logements	1 190 logts	-6,1%	▼
Réservations de logements	1 570 logts	+3,4%	▲
Autorisations locaux	370 mill. m²		▲
Mises en chantier locaux	122 mill. m²	+41,7%	▲
Activité du trimestre Travaux Publics		+3,6%	▲
Activité cumulée Travaux Publics		+3,5%	▲
BPE	603 320 m3	-12,6%	▼
Nombre Appels Offre publiés	990 AO	+5,8%	▲
Montant Appels Offre publiés	1 890 M€	+4,8%	▲
Salariés	24 342 sal.	-1,9%	▼
Intérimaires	2 463 ETP	+0,3%	►
Dem. d'emplois	3 971 DEFM	+9,5%	▲

Var

		Evol N-1	
Autorisations logements	6 250 logts	-6,5%	▼
Mises en chantier logements	4 200 logts	-12,0%	▼
Mise en ventes de logements	1 090 logts	-8,7%	▼
Réservations de logements	1 120 logts	-20,3%	▼
Autorisations locaux	379 mill. m²	+4,1%	▲
Mises en chantier locaux	211 mill. m²	+11,2%	▲
Activité du trimestre Travaux Publics		+17,3%	▲
Activité cumulée Travaux Publics		+8,8%	▲
BPE	700 420 m3	-5,2%	▼
Nombre Appels Offre publiés	1 010 AO	-0,1%	►
Montant Appels Offre publiés	1 250 M€	-22,6%	▼
Salariés	22 600 sal.	-3,2%	▼
Intérimaires	2 363 ETP	-6,1%	▼
Dem. d'emplois	3 345 DEFM	+5,8%	▲

Hautes-Alpes

		Evol N-1	
Autorisations logements	1 250 logts	+4,4%	▲
Mises en chantier logements	1 210 logts	+13,7%	▲
Mise en ventes de logements	300 logts	-6,9%	▼
Réservations de logements	310 logts	+15,4%	▲
Autorisations locaux	67 mill. m²	+2,7%	▲
Mises en chantier locaux	60 mill. m²	-1,0%	►
Activité du trimestre Travaux Publics		+3,0%	▲
Activité cumulée Travaux Publics		+2,8%	▲
BPE	88 900 m3	-19,9%	▼
Nombre Appels Offre publiés	320 AO	-10,8%	▼
Montant Appels Offre publiés	340 M€	-8,6%	▼
Salariés	3 958 sal.	-0,4%	►
Intérimaires	827 ETP	-1,7%	▼
Dem. d'emplois	387 DEFM	+25,6%	▲

Bouches-du-Rhône

		Evol N-1	
Autorisations logements	11 270 logts	+17,0%	▲
Mises en chantier logements	7 850 logts	+0,5%	►
Mise en ventes de logements	2 250 logts	+64,1%	▲
Réservations de logements	2 000 logts	-5,7%	▼
Autorisations locaux	1 415 mill. m²	+50,4%	▲
Mises en chantier locaux	664 mill. m²	+40,6%	▲
Activité du trimestre Travaux Publics		+1,3%	▲
Activité cumulée Travaux Publics		+1,3%	▲
BPE	997 380 m3	-7,0%	▼
Nombre Appels Offre publiés	1 390 AO	-11,2%	▼
Montant Appels Offre publiés	2 190 M€	-16,3%	▼
Salariés	50 565 sal.	-1,6%	▼
Intérimaires	5 802 ETP	-5,0%	▼
Dem. d'emplois	8 036 DEFM	+0,9%	►

Vaucluse

		Evol N-1	
Autorisations logements	3 310 logts	+60,7%	▲
Mises en chantier logements	2 090 logts	-22,2%	▼
Mise en ventes de logements	220 logts	-21,9%	▼
Réservations de logements	300 logts	-15,0%	▼
Autorisations locaux	326 mill. m²	-33,3%	▼
Mises en chantier locaux	169 mill. m²	-29,7%	▼
Activité du trimestre Travaux Publics		+10,9%	▲
Activité cumulée Travaux Publics		+4,5%	▲
BPE	361 410 m3	-1,6%	▼
Nombre Appels Offre publiés	530 AO	-2,4%	▼
Montant Appels Offre publiés	780 M€	+10,3%	▲
Salariés	12 836 sal.	-4,1%	▼
Intérimaires	1 277 ETP	+2,9%	▲
Dem. d'emplois	2 110 DEFM	+4,5%	▲

Sources utilisées dans cette note de conjoncture :

* Evolution sur 1 an par rapport à la même période N-1

-SDES, Sit@del2 (logements en date réelle estimée et locaux en date de prise en compte)
-SDES, ECLN (données brutes)

-Réseau des CERC, résultats enquête entretien-rénovation
-FNTF/INSEE
-Enquête FRTP/CERC
-UNICEM (données brutes)

-VecteurPlus
-ACOSS-URSSAF (données cvs)
-DARES (données brutes)
-INSEE (données brutes)
-Banque de France (données brutes)

- Autorisations et mises en chantier de logements au cours des 12 derniers mois à fin août 2025
- Autorisations et mises en chantier de locaux au cours des 12 derniers mois à fin août 2025
- Mises en vente et réservations de logements neufs au cours des 12 derniers mois à fin juin 2025
- Activité Travaux Publics : évolution du chiffre d'affaires au 2e trim. 2025 comparé au 2e trim. 2024 en valeur
- Activité cumulée Travaux Publics : évolution du chiffre d'affaires cumulé depuis le début de l'année au 2e trim. 2025 comparé à un an plus tôt en valeur
- BPE : production brute de BPE des 12 derniers mois à fin juin 2025
- Nombre et montants des appels d'offre travaux publiés au cours des 12 derniers mois à fin août 2025
- Salariés : effectifs salariés, en nombre de postes, à fin 2e trim. 2025
- Intérimaires : effectifs intérimaires employés dans la Construction, en ETP brut - moyenne 3 mois à fin juin 2025
- Dem. d'emplois : demandeurs d'emploi en fin de mois de catégorie A dans la Construction à fin 2e trim. 2025

Avec le concours des Membres de la CERC



Avec le concours des Membres du GIE Réseau des CERC



CERC Provence-Alpes-Côte d'Azur
Tél. : 04-88-22-66-50
Mail : cerc.paca@gmail.com
www.cerc-paca.fr